



## MENARA Final Reports

N° 1, février 2019

# INTERRÈGNE : L'ORDRE RÉGIONAL DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD APRÈS 2011

**Raffaella A. Del Sarto, Helle Malmvig  
et Eduard Soler i Lecha**



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research and Innovation programme under grant agreement No 693244

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé</b>	p. 3
<b>Introduction</b>	5
<b>1. Ordre et changement régionaux : fondements conceptuels</b>	7
<b>2. Le lien entre le national et le régional : l'affaiblissement des États, l'aggravation de l'insécurité des régimes et la sécurisation sectariste</b>	13
2.1 L'affaiblissement des États et le rôle croissant des acteurs non étatiques	13
2.1.1 Répercussions régionales	16
2.2 Insécurité des régimes et résilience de l'autoritarisme	17
2.3 La sécurisation ethno-sectariste	18
<b>3. Dynamique régionale : polarité, dynamiques d'amitié et d'hostilité, alliances et changements géopolitiques</b>	20
3.1 Les modalités de la multipolarité : au-delà de la confrontation saoudienne-iranienne	20
3.2 Dynamiques d'amitié et d'hostilité : chevauchement et clivages multicouches	23
3.2.1 Le conflit israélo-arabe et la règle de l'unité arabe	23
3.2.2 La sécurisation sectariste à l'échelle régionale	27
3.2.3 Changement versus statu quo	29
3.3 Modèles de coopération : les alliances liquides et le mirage du régionalisme	32
3.4 Déplacement des centres de gravité : le Golfe et l'Afrique	35
<b>4. La perméation internationale et le degré d'autonomie régionale</b>	37
4.1 Politiques étrangères indépendantes et marge de manœuvre	39
4.2 La fable du « lion et du moucheron » : l'art d'entraîner les puissances dans son sillage pour leur faire assimiler des perceptions sécuritaires	41
<b>Conclusions</b>	45
<b>Références</b>	50

## RÉSUMÉ

Le présent rapport affirme qu'au Moyen-Orient l'ordre régional a changé plusieurs fois depuis 2011. En témoignent le déclin du pouvoir américain et la montée du sectarisme, l'influence croissante des acteurs non-étatiques et le retour de la perméabilité des États arabes, l'intensification des rivalités entre l'Iran et l'Arabie saoudite, l'émergence d'acteurs régionaux comme la Turquie, le Qatar et les Émirats arabes unis, ainsi que la fluidité des alliances. Cependant, ces changements, unis à d'autres, constituent un changement dans l'ordre, plutôt qu'un changement d'ordre. Voici les principaux points à retenir de ce rapport :

- Au cours des dernières décennies, les chercheurs et les observateurs du Moyen-Orient ont analysé en profondeur les changements intervenus dans l'ordre de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Ils ont fourni des analyses généralement axées sur les variations du pouvoir relatif des États, sur les changements de dynamiques intervenus en matière d'amitié et d'hostilité, et sur l'influence des acteurs extérieurs. Toutefois, du fait qu'elle ignore d'importants changements situés à l'intersection de la politique intérieure et de la politique régionale, cette approche ne parvient pas à rendre compte des changements majeurs survenus au sein de l'ordre régional et susceptibles de transformer la région à moyen et long terme.
- Un nombre croissant d'acteurs armés non étatiques – groupes ethniques et sectaristes transnationaux, rebelles, tribus, organisations terroristes, milices étrangères et mercenaires – défie les prérogatives des États concernant le monopole de la violence et du contrôle territorial. Pourtant, le système de l'État souverain et les frontières territoriales sont plus résilients qu'on ne le croit généralement.
- La préoccupation des régimes pour leur perpétuation a brouillé encore davantage la frontière entre pays et région. En effet, les régimes percevant des menaces pour leur survie y ripostent en ayant recours à des politiques étrangères et à des interventions souvent erratiques et à des alliances toujours changeantes.
- Les entrepreneurs et dirigeants politiques sectaristes ont renforcé leur pouvoir et détourné les demandes de changement en tablant sur les craintes d'exclusion politique, en prétendant protéger certains groupes de la population contre d'autres ou en utilisant le sectarisme pour discréditer leurs opposants politiques et leurs rivaux régionaux.
- Les explications de la politique régionale fondées sur les notions d'antagonisme sunnite et chiite sont trop simplistes et peuvent même conduire à des décisions politiques dangereuses, telles que l'éclatement des États selon des lignes ethno-sectaires, le renforcement des pratiques répressives des gouvernements autocratiques ou le renforcement de la conception orientaliste d'un Moyen-Orient où « tout passe par la religion », et où les conflits sont donc endémiques à la région.
- Cette région n'est pas marquée par une seule et unique division qui la définirait. Les dynamiques d'amitié et d'hostilité résultent du chevauchement de trois grandes lignes de faille. Celles-ci divisent (1) ceux qui sont prêts à normaliser les relations avec Israël et ceux qui s'y opposent

; (2) ceux qui s'affrontent selon des lignes identitaires et, ce faisant, donnent vie à des formes régionales de sectarisme ; et (3) ceux qui sont en faveur du changement politique contre ceux qui défendent le statu quo. Ce dernier clivage est également lié à la présence des Frères musulmans et oppose les tenants de leur normalisation et ceux de leur « éradication ».

- L'antisionisme a cessé d'être une caractéristique majeure de la politique arabe. L'hostilité partagée envers l'Iran et ses alliés a même plutôt favorisé un nouveau rapprochement entre Israël et certains États arabes. Cependant, la règle de la solidarité arabe et la cause palestinienne résonnent dans l'opinion publique arabe, ce qui vient souligner (encore une fois) le fossé toujours plus grand qui se creuse entre les régimes arabes et leurs populations.
- Depuis 2011, des événements ponctuels ont modifié la perception de qui représente ou non une menace, voire de ce qui est ou non une menace. C'est pourquoi les alliances limitées à des questions uniques prolifèrent. Ces alliances liquides ne sont pas durables et s'adaptent constamment à des contextes différents. L'éclatement de conflits régionaux simultanés et entremêlés a renforcé un sentiment de manque de fiabilité des alliés et suscité des attitudes plus péremptoires et souvent agressives envers les rivaux autant qu'envers les amis.
- Nous assistons depuis 2011 à des déplacements des centres de gravité de la région MENA. Le Golfe a remplacé le Machrek/Levant comme principal centre géopolitique, tandis que le Maghreb, mais aussi plusieurs pays du Moyen-Orient, se sont tournés vers le continent africain.
- Le temps de l'unipolarité américaine est depuis longtemps révolu. L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et ses conséquences catastrophiques, le retrait des États-Unis de la région et l'aspiration de la Russie à combler le vide de pouvoir en Syrie, sans compter la Chine qui met en exergue ses atouts économiques dans toute la région, ont créé une nouvelle réalité, où les États-Unis ne sont plus qu'une parmi tant d'autres puissances mondiales.
- Certains États, qui se considèrent toujours comme des alliés des États-Unis, sont également disposés à renforcer leurs liens avec Moscou et Pékin. L'Égypte, l'Arabie saoudite, la Turquie et même Israël sont en mesure de manipuler ces puissances globales afin de les monter les unes contre les autres, obtenant ainsi des concessions et des moyens de pression. Parfois même, les gouvernements du Moyen-Orient ont réussi à manœuvrer les puissances mondiales pour faire ce qu'ils n'auraient peut-être pas fait autrement. Souvent, cette dynamique du « lion et du moucheron » fonctionne de manière assez subtile, et les puissances mondiales intériorisent ou s'approprient sans esprit critique les perceptions sécuritaires de leurs alliés régionaux.
- Après les soulèvements arabes, la région MENA est entrée dans une période où l'ordre existant est de plus en plus remis en cause alors qu'une alternative doit encore être élaborée.

# INTERRÈGNE : L'ORDRE RÉGIONAL DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD APRÈS 2011

Raffaella A. Del Sarto, Helle Malmvig et Eduard Soler i Lecha<sup>1</sup>

*La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés.*

Antonio Gramsci<sup>2</sup>

## INTRODUCTION

Les soulèvements arabes de 2011 et leurs conséquences ont fait ressurgir le vieux débat consistant à se demander si la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) avait été transformée de fond en comble ou si, au mieux, elle n'avait changé que graduellement. Ce débat-là a accompagné tous les grands événements de la région, incitant Valbjørn et Bank (2012 : 4) à rappeler l'astucieuse remarque de Fred Halliday selon laquelle « il y a deux réponses prévisibles et presque toujours erronées à tout grand bouleversement international : l'une est de dire que tout a changé, l'autre que rien n'a changé ». L'opinion qui prédominait au départ était peut-être que les soulèvements arabes pouvaient annoncer une transformation profonde et irréversible de la région, qui pourrait éventuellement conduire à l'émergence d'un nouvel ordre régional (Rózsa 2013, Legrenzi 2015, Dazi-Héni 2016, Dalay 2017). Pourtant, l'ancien ordre s'est avéré plus résistant que prévu, à mesure que les espoirs d'un Moyen-Orient démocratique s'estompaient, que l'État islamique autoproclamé commençait à perdre du terrain et que les prédictions d'une fin imminente des « frontières Sykes-Picot » se révélaient être un mythe (par exemple, Lynch 2016 et 2018, Del Sarto 2017a, Del Sarto et Okyay 2017, Fawcett 2017).

Il serait plus utile, pour les chercheurs comme pour les spécialistes, d'évaluer de manière analytique et empirique le *type de changement* dont la région a été témoin. Qu'est-ce qui est nouveau et qu'est-ce qui ne l'est pas ? C'est dans cet esprit que le présent rapport se propose d'évaluer les tendances et les dynamiques dominantes qui ont façonné l'ordre régional au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA) après les soulèvements arabes de 2011. Il cherchera à examiner la qualité, l'ampleur et l'intensité de ces changements, ainsi que leurs implications. En fonction des résultats, il tentera également de répondre à la question de savoir si nous avons assisté à un *changement de l'ordre régional* dans la région MENA ou plutôt à des *changements dans l'ordre (ancien)*.

---

1 Raffaella A. Del Sarto est professeure agrégée d'études sur le Moyen-Orient à la Johns Hopkins University School of Advanced International Studies, SAIS Europe, et professeure à temps partiel au Centre Robert Schuman, European University Institute (EUI). Helle Malmvig est chercheuse principale à l'Institut danois d'études internationales (DIIS). Eduard Soler i Lecha est chercheur principal au Centre des affaires internationales de Barcelone (CIDOB) et coordinateur scientifique du projet MENARA.

2 Cahier 3 (1930), § 34. Voir Gramsci (1996).

La notion d'ordre régional est, bien sûr, loin d'être évidente. Dans le langage courant, on parle souvent du Moyen-Orient comme d'une « région en proie au désordre ». Paul Salem (2014 : 6) a fait remarquer, par exemple, que « le Moyen-Orient est l'une des rares régions à ne posséder aucun semblant d'ordre sécuritaire, économique ou politique régional destiné à contenir les conflits et à gérer ses affaires intra-régionales ». Pourtant, comme le courant de pensée de l'École anglaise relatif aux relations internationales l'a développé au départ, il ne faut pas confondre « ordre régional » en tant que concept analytique avec « relations ordonnées », et encore moins pacifiques, entre des acteurs appartenant à une région donnée. L'ordre régional signifie plutôt des formes variées d'interactions, de négociations, d'hypothèses communes ou même de normes et d'institutions partagées par les acteurs d'une région donnée. Ainsi, et comme nous l'expliquerons plus en détail ci-dessous, notre concept d'ordre régional s'appuie sur une compréhension de cette notion formulée par l'École anglaise ainsi que sur le concept de complexes de sécurité régionale, tel que développé par Buzan et Wæver (2003 : 44). Notre approche et notre investigation de l'ordre régional dans la région MENA s'inscrit donc dans une perspective des relations internationales destinée à comprendre les dynamiques qui ont marqué la région après 2011. De la sorte, elle contribue aux efforts scientifiques qui visent à combler le fossé persistant entre les disciplines universitaires des relations internationales et les études sur le Moyen-Orient (voir, par exemple, Halliday 2005 : ch. 1, Teti 2007, Valbjørn 2003, Buzan et Gonzalez-Pelaez 2009, POMEPS 2015).

Le présent rapport est l'un des résultats finaux du projet MENARA, un projet de recherche collaboratif s'étalant sur trois ans et réunissant quatorze centres de recherche de l'Union européenne, de Turquie, du Maghreb, du Machrek et du Golfe. L'analyse repose sur de nombreuses missions d'enquête dans la plupart des pays de la région, mais aussi en Europe, en Russie, en Chine et aux États-Unis, ainsi que sur 269 entretiens avec différents acteurs : politiciens pro-gouvernementaux et de l'opposition, fonctionnaires, membres des forces de sécurité, représentants d'organisations internationales et régionales, membres du secteur privé, intellectuels, experts et militants de la société civile. Ces contributions ont ensuite été soumises à l'analyse de soixante et onze experts participant à une enquête Delphi<sup>3</sup>, de trois groupes de discussion en place à Beyrouth, Rabat et Bruxelles, et de deux réunions avec divers acteurs à Rome et à Istanbul.

Le rapport est structuré comme suit : il commence par une discussion relative aux fondements théoriques de notre analyse et se concentre en particulier sur les concepts clés d'ordre régional et de changement (section 1). Dans ce contexte, il développe la distinction cruciale entre le *changement d'ordre* et les *changements au sein de l'ordre régional existant*. L'analyse empirique subséquente des changements qui ont marqué la région MENA après les soulèvements arabes est divisée en trois grandes parties. Ainsi, elle évalue d'abord les changements importants intervenus à l'intersection de la politique intérieure et régionale, y compris l'affaiblissement des États, l'insécurité accrue des régimes et la sécurisation sectariste (section 2). L'accent est ensuite mis sur les dynamiques régionales, qui sont toutefois également façonnées par les événements

---

3 Delphi est une méthodologie souvent utilisée pour la prospection et la réflexion à long terme. Elle est conçue pour faire face à un degré élevé d'incertitude et pour aborder des questions très complexes. L'enquête Delphi du Projet MENARA a été menée auprès de 71 experts qui avaient auparavant accepté d'y participer. Il leur a été demandé d'évaluer les développements possibles pour 2025 et 2050 et, le cas échéant, de différencier les impacts dans les différents territoires de la région. En raison de la nature technique avancée de cette enquête Delphi, menée en temps réel, les participants ont pu voir les réponses de tous les autres experts (de manière anonyme) à tout moment, et ils ont pu modifier et ajuster leurs réponses aussi souvent qu'ils l'ont souhaité ou jugé nécessaire.

nationaux et internationaux (section 3). Cette section analyse la question de la polarité du système régional et l'évolution des dynamiques d'amitié et d'hostilité, de coopération et d'alliances, ainsi que les grands changements géopolitiques. La dernière partie de la discussion empirique (section 4) porte sur la dynamique mondiale qui a provoqué ou influencé des changements au niveau régional, tels que les variations du degré de perméabilité du système régional et l'étendue de l'autonomie régionale. Dans ses conclusions, le rapport reviendra sur la question de savoir si, depuis les soulèvements arabes, la région MENA a été témoin d'un changement d'ordre régional ou si les transformations observées indiquent des changements au sein de l'ordre régional de la région MENA. Tout en maintenant que la deuxième hypothèse est la bonne, nous exposerons les principales implications de nos constatations.

## 1. ORDRE ET CHANGEMENT RÉGIONAUX : FONDEMENTS CONCEPTUELS

Nous commencerons par esquisser les principales caractéristiques de l'ordre régional dans la région MENA depuis l'émergence d'un système étatique moderne qui a pris, jusqu'en 2011, la forme d'un système centré sur l'État avec une forte composante autoritaire et militaire. Au cours de ces décennies, la région était caractérisée par la multipolarité, le chevauchement des clivages, l'évolution des alliances et une forte incidence des conflits et des guerres. Tant que le Machrek/Levant était le centre géopolitique de l'ordre régional dans la région MENA, la région avait un noyau arabe, ce qui a conduit certains auteurs à se référer à un *ordre régional arabe* et à ses échecs (Sayigh 1991, Barnett 1995). Ce noyau coexistait avec trois puissances régionales non arabes (Iran, Turquie et Israël), qui participaient à une dynamique de sécurisation à l'échelle régionale. Le conflit arabo-israélien était un élément majeur de structuration de la politique régionale, et l'ordre régional était également marqué par un certain nombre d'institutions panarabes officielles, néanmoins souvent ignorées ou contournées par ses membres.



**Entretien avec un expert de la région MENA :** Les acteurs clés de cette région sont à peu près les mêmes depuis les vingt à trente dernières années, avec néanmoins un changement de poids. Tous les nouveaux acteurs sont des outils entre les mains de puissances régionales et mondiales comme l'Arabie saoudite, l'Iran, les États-Unis, la Russie ou Israël.

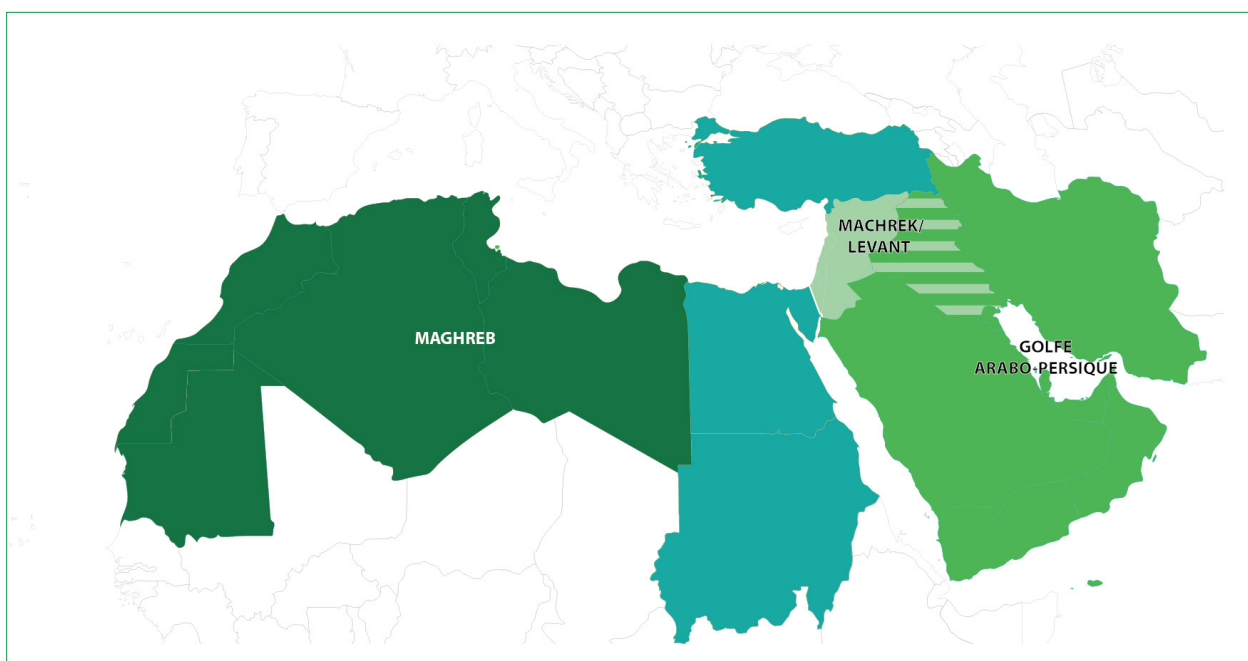
Après 1979, le rôle croissant des puissances régionales non arabes dans la région MENA s'est accompagné d'un déclin progressif du statut et du pouvoir de l'Égypte au sein du système étatique arabe. De plus, la région MENA est devenue plus systématiquement et plus profondément « enchevêtrée dans la politique des grandes puissances que toute autre partie du monde non occidental » (Brown 1984 : 3), alors que, d'autre part, aucune puissance extérieure n'a jamais été capable d'atteindre un contrôle hégémonique ou de commander avec succès la région (Brown 1984 : 270). Il est également intéressant de noter que l'existence même de la région MENA ou du Moyen-Orient en tant que région réelle a été contestée (par exemple, Bilgin 2004 et 2015), ce qui révèle l'absence de consensus sur la définition de la région, de ses membres et de ses limites.



Enfin, la région MENA est une région composite, comprenant des sous-régions relativement autonomes comme le Maghreb, le Machrek/Levant et le Golfe (voir la figure 1), dont les dynamiques sécuritaires sont cependant interreliées (Buzan et Wæver 2003).

L'évaluation de l'ordre régional dans les soulèvements post-arabes de la région MENA et celle des changements et des rebondissements possibles sont une entreprise beaucoup plus difficile que ne le suggère ce premier aperçu. Tout d'abord, il reste difficile de donner la définition de ce qu'est une région, comme l'explique en détail le document conceptuel et méthodologique du projet MENARA (Malmvig et al. 2016). Partant de la définition voulant qu'une région est un ensemble d'« unités géographiques constituées d'entités politiques territoriales, liées entre elles par des niveaux élevés et persistants d'interaction politique, économique, sécuritaire et/ou culturelle [...] et/ou par un sentiment partagé d'appartenance » (Malmvig et al. 2016 : 33), nous posons comme postulat que le MENA est bel et bien une région, composée des États du noyau dit arabe et des trois pays non arabes – Turquie, Iran et Israël.

**Figure 1** | La région MENA et le golfe arabo-persique



La deuxième difficulté majeure réside dans la définition du concept d'ordre régional, qui est loin d'être évidente. Comme l'a fait remarquer Michael Leifer (2005 : 98) au sujet de l'Asie du Sud-Est, l'ordre régional est « une aspiration grandiloquente difficile à définir avec précision ». Pour lui, en termes généraux, l'ordre régional est « l'existence d'une structure stable de relations intergouvernementales régionales fondées sur des hypothèses communes concernant les fondements du comportement interétatique ». Les difficultés liées à la définition d'un ordre régional font également l'objet d'un examen approfondi dans le document de réflexion du MENARA (Malmvig et al. 2016 : 38-41). Comme définition de travail, le projet MENARA utilise d'emblée une version modifiée de la définition de l'ordre international – et donc régional – suggérée par Alagappa (2003 : 39). L'ordre régional a donc été défini comme un *arrangement formel ou informel*



*qui soutient des interactions régies par des règles établies entre différentes unités appartenant à un système dans le but de poursuivre leurs objectifs individuels et collectifs.*

Les études empiriques sur les différents aspects de l'ordre régional dans la région MENA menées dans le cadre du projet MENARA au cours des trois dernières années (avril 2016 - mars 2019) montrent la nécessité d'élargir et d'affiner simultanément cette caractérisation. Sur le plan conceptuel, la meilleure façon d'aborder l'idée informelle d'ordre régional est de rappeler la définition des complexes de sécurité régionaux donnée par Buzan et Wæver (2003 : 44), à savoir celle d'un « ensemble d'unités dont les processus majeurs de sécurisation, de désécurisation ou des deux sont si étroitement liés que leurs problèmes de sécurité ne peuvent raisonnablement être analysés ou résolus indépendamment les uns des autres ». Si les caractéristiques nationales et régionales des principales unités (ou des principaux acteurs) du système régional sont importantes, la nature de leur interdépendance en matière de sécurité et le type de processus de sécurisation et de désécurisation sont donc essentiels pour définir un ordre régional. Néanmoins, les dynamiques d'amitié et d'hostilité et, plus généralement, l'environnement normatif de la politique régionale sont tout aussi importants. Selon l'analyse de Barnett sur l'ordre régional arabe (Barnett 1998), les batailles symboliques et les (re)négociations sur le sens du terme qui ont été conduites dans l'arène régionale – qui ont généralement des implications matérielles très réelles – sont également des caractéristiques clés des ordres régionaux. Les pratiques et les institutions durables ou cohérentes, qui structurent les relations entre les acteurs de la région, revêtent également une grande importance. Cependant, les normes et les croyances intersubjectives de ce qui constitue un acteur légitime, et de ce que sont les paramètres d'une action légitime de l'État, sont contestées dans la région MENA depuis l'émergence du système étatique moderne. Les exemples les plus marquants sont la légitimité contestée de l'État d'Israël et les atteintes à la légitimité et à la souveraineté des États arabes découlant du panarabisme et du panislamisme. De même, l'ingérence constante d'acteurs internationaux et régionaux dans les affaires intérieures des États de la région MENA témoigne de la remise en cause des normes de souveraineté et de légitimité des principaux acteurs du système régional. Paradoxalement peut-être, les batailles spécifiques sur la signification de ces normes ont été un marqueur important de l'ordre régional dans la région MENA, et elles ont structuré les relations entre les acteurs du système.

Sur la base de ces considérations et à la lumière des résultats des recherches menées jusqu'à présent dans le cadre du projet MENARA, une évaluation de l'ordre régional doit prendre en compte un certain nombre d'éléments clés. Les caractéristiques suivantes façonnent et définissent les interactions entre acteurs au sein du système régional et sont à la base de leurs attentes :

- The domestic features of the main actors in the regional system. These are usually states, but may also comprise non-state actors. Key characteristics include the institutional strength of these actors, their domestic sovereignty and legitimacy, and the type of state–society relations.
- The distribution of material and ideological power within the region.
- The patterns of amity and enmity, which may be fluid, along with formal and informal alliances and major fault lines of conflict.
- The normative environment and the ideological underpinnings of politics, including shared beliefs and practices, such as pan-Arabism, pan-Islamism and sectarianism.
- Formal and non-formal institutions, including regional organizations but also institutions in the sociological sense, such as sovereignty.

- Le degré et les caractéristiques de l'influence extérieure et de la perméabilité<sup>4</sup>.

Troisièmement, la question se pose de savoir s'il existe une hiérarchie des éléments qui définissent un ordre régional et, dans l'affirmative, à quoi ressemble cette hiérarchie. Conformément aux grandes caractéristiques de l'ordre régional précisées plus haut, un point de départ utile est la distinction entre (1) les caractéristiques nationales et régionales des principaux acteurs du système régional, (2) le type d'interaction entre ces acteurs et (3) la perméation et perméabilité internationales et externes du système régional. Ce modèle exige une interconnexion intrinsèque entre les différents niveaux d'analyse : ceci nous oblige à tenir compte de l'impact de la dynamique nationale sur la politique régionale, de la dimension principalement régionale de l'interaction entre États, qui peut être façonnée par la politique nationale et internationale, et de l'influence de la dynamique mondiale sur la politique régionale (et vice versa). La question de savoir quel niveau d'analyse est le plus pertinent à un moment donné n'a pas de réponse fixe : c'est une question empirique. Toutefois, différents types de principes organisateurs, tels que les structures constitutives, l'existence de pratiques et d'institutions partagées et durables, et des accords beaucoup plus souples, spécifiques à certaines questions peuvent être présents dans les trois dimensions, quoique à des degrés divers et avec une pertinence différente. Suite aux réflexions de Reus-Smit sur la hiérarchie au sein de la société internationale (Reus-Smit 1997), on peut affirmer qu'il existe une hiérarchie des principes directeurs à différents niveaux d'analyse. Les structures constitutives se placent au sommet de cette hiérarchie, suivies des institutions et pratiques fondamentales et durables qui définissent le comportement légitime dans le système. Quant aux accords plus souples et moins durables, appliqués dans des domaines d'action spécifiques, ils se trouvent donc au bas de cette hiérarchie (voir aussi Buzan et Gonzalez-Pelaez 2009 : 92-116, Quero et Soler 2017)<sup>5</sup>.

Quatrièmement, dans la littérature beaucoup de débats ont porté sur la question de savoir ce qui constitue un changement dans l'ordre régional de la région MENA. Dans leurs textes, les spécialistes du Moyen-Orient s'accordent généralement à dire que l'ordre régional a changé plusieurs fois depuis l'émergence du système étatique moderne, les années 1950 et 1960 marquant la première période d'un ordre régional distinct. La création d'Israël, la lutte pour l'indépendance, la quête de l'hégémonie régionale, la montée de Nasser, la « guerre froide arabe » (Kerr 1971), la crise du canal de Suez de 1956 et la fin de l'hégémonie britannique, et en général la « multipolarité oligarchique » ont marqué l'ordre régional pendant cette période-là (Hinnebusch 2003 : ch. 6). Après 1967,

---

4 C'est sciemment que nous utilisons les mots de « perméation » et « perméabilité » au lieu de l'expression « pénétration [internationale] » (du Moyen-Orient), souvent employée dans les textes : premièrement, ces mots nous permettent de nous écarter d'une perception orientaliste et genrée du Moyen-Orient ; deuxièmement, ils expliquent le fait que non seulement des acteurs mais aussi des phénomènes plus larges (comme la mondialisation) peuvent impacter (ou imprégner) la région ; et troisièmement, ils permettent de tenir compte de l'éventualité d'un flux bidirectionnel. Sur le concept de perméabilité, voir par exemple Salloukh et Brynen (2004).

5 En ce qui concerne la société internationale, Reus-Smit (1997) suggère que la « structure constitutionnelle » de la société internationale se situe au sommet de la hiérarchie, suivie des « institutions fondamentales » et des « régimes internationaux ». Selon cet auteur, la structure constitutionnelle consiste en un ensemble cohérent de croyances et de normes intersubjectives. Cette structure définit ce qui constitue un acteur légitime, jouissant de tous les droits et privilèges de l'État. Elle définit aussi les paramètres fondamentaux d'une action légitime de l'État. Les institutions primaires sont des pratiques sociales partagées et durables qui définissent le comportement légitime dans le système (comme la souveraineté, la territorialité, la guerre et le nationalisme). Les régimes internationaux adoptent des pratiques institutionnelles de base entre les États dans des domaines spécifiques (Reus-Smit 1997 : 556-8).

L'ordre régional de la région MENA a subi une transformation importante, caractérisée par les guerres arabo-israéliennes et le triangle dit « arabe » (Égypte, Arabie saoudite et Syrie)<sup>6</sup>. Cette période a également vu la fin du panarabisme (Ajami 1998) et la montée de l'islamisme, tandis que le conflit israélo-arabe recoupait de plus en plus la guerre froide. De plus, la consolidation de l'État, mais aussi les processus de fragmentation au sein du système arabe (Kerr et Yassin 1982, Corm 1988), ont été des caractéristiques importantes de l'ordre régional dans cette période. Après 1979, l'ordre régional a de nouveau changé, en raison cette fois de l'accord de paix passé séparément entre l'Égypte et Israël, de la révolution en Iran, de la guerre Iran-Irak qui a établi une nouvelle ligne de conflit, et de l'influence croissante des États-Unis dans la région.

La fin de la guerre froide et l'avènement de la guerre du Golfe en 1991, qui était censée déboucher sur une période de *Pax Americana* au Moyen-Orient, ont suscité de nombreux débats dans la littérature (Hudson 1992). Ces événements ont-ils effectivement conduit à un nouvel ordre ? Ou la *Pax Americana* ne faisait-elle que stabiliser l'ordre ancien<sup>7</sup> ? Ce débat a en fait soulevé (encore une fois) la question de savoir ce qu'est un changement structurel et de si la stabilité et la stabilisation sont des caractéristiques essentielles du nouvel – ou plutôt de l'ancien ? – ordre au Moyen-Orient. Il est important de noter que, si les précédents changements d'ordre étaient principalement déclenchés par des événements endogènes à la région, le débat sur l'ordre régional au Moyen-Orient après la fin de la guerre froide a surtout porté sur le degré d'influence des États-Unis. Il y a beaucoup moins de débats académiques sur l'ordre régional surgi après l'invasion américaine de l'Irak en 2003 (Quero et Dessì 2019).

Jusqu'à récemment, les spécialistes du Moyen-Orient ont spécifié à foison ce qu'est un changement d'ordre. Les éléments considérés comme essentiels pour évaluer ce changement comprenaient des variations dans la force et le pouvoir relatifs (matériels et idéologiques) des principales « unités » du système (généralement des États) et l'émergence de nouvelles unités, ainsi que l'évolution des dynamiques d'amitié et d'hostilité définissant la région – comme les alliances, les guerres et certains accords de paix occasionnels. Selon l'opinion dominante dans la littérature, l'influence d'acteurs extérieurs à la région, tels que les États-Unis pendant et après la guerre froide, est également centrale. Les fondements normatifs de la politique et les pratiques et institutions durables, comme le panarabisme et ses positions pro-palestiniennes et antisionistes, sont également pris en compte dans la littérature, bien qu'ils ne soient peut-être pas considérés comme essentiels pour définir un changement dans l'ordre régional.

Un regard sur la région MENA d'aujourd'hui révèle un certain nombre de caractéristiques et de phénomènes frappants. Comme on le verra plus en détail ci-après, il s'agit notamment de l'insécurité accrue des régimes, du sectarisme, de la résilience de l'autoritarisme, de l'altération de la dynamique de la polarité, du rôle croissant des puissances régionales (et des antagonismes partiels entre elles), de l'évolution des rapports d'amitié et d'hostilité et d'une perméation

---

6 Le « triangle arabe » comprenait l'Égypte comme État arabe le plus fort, l'Arabie saoudite comme État le plus riche et la Syrie comme État le plus antisioniste et le plus panarabe.

7 Hudson (1992) identifie quatre scénarios pour l'impact de la *Pax Americana* sur le Moyen-Orient. Le premier scénario mentionne un nouvel ordre, plus stable ; le deuxième, un nouvel ordre, mais moins stable ; le troisième, pas de nouvel ordre, la région demeurant relativement stable ; et le quatrième, pas de nouvel ordre mais un fort niveau d'instabilité dans la région.

extérieure accrue de la région. Quelles sont les implications plus larges de ces changements ? Et dans quelle mesure ces caractéristiques sont-elles vraiment nouvelles ? Les soulèvements arabes et leurs conséquences ont-ils déclenché certains de ces phénomènes ou les soulèvements ont-ils accéléré des tendances qui avaient commencé bien avant ? La question de savoir si ces développements constituent un changement structurel de l'ordre régional de la région MENA est tout aussi importante.

En partant de notre discussion sur les traits caractéristiques de l'ordre régional, comment pouvons-nous conceptualiser *un changement d'ordre régional dans la région MENA* ? À quoi ressembleraient de tels scénarios ? Un certain nombre de phénomènes, et la combinaison de certains d'entre eux, pourraient être considérés comme un changement de l'ordre régional dans la région MENA. Comme il reste difficile de séparer les niveaux traditionnels d'analyse en raison de leur interdépendance, on peut d'abord considérer l'intersection entre les relations État-société et le niveau régional. On peut poser comme postulat qu'un changement d'ordre se produit à cette intersection-là s'il y a des changements majeurs dans les grands principes constitutionnels et dans les pratiques durables, tels que l'autonomie des États et le monopole de la violence. Ainsi, tout ce qui signifierait l'érosion ou l'effondrement des principes d'organisation de la souveraineté et de la territorialité, l'éclatement des États, l'émergence d'États à caractère sectariste et le redécoupage des frontières internationales qui en résulterait pourrait être considéré comme un scénario de ce type. Mais nous pourrions aussi déceler un changement d'ordre si la forme dominante de gouvernement dans la région MENA était transformée. L'émergence d'une région à prédominance libérale et gouvernée démocratiquement y remplacerait donc l'autoritarisme et le nationalisme ethno-religieux, les deux pratiques dominantes et durables qui caractérisent actuellement la région. Une prédominance de gouvernements responsables, libéraux et « ouverts sur l'extérieur » pourrait également orienter la région vers une intégration et une coopération accrues (Solingen 2007 et 2015). L'émergence de structures supranationales et la dévolution de l'autorité centrale de l'État au niveau régional seraient également des changements importants.

Au niveau régional, on pourrait raisonnablement parler d'un changement d'ordre si la région se transformait en un système unipolaire ou bipolaire. De même, les scénarios dans lesquels un seul clivage ou une seule ligne de conflit dominerait la région, ou dans lesquels il n'y aurait pas de conflit du tout, constitueraient des changements d'ordre importants. Sur cette voie, et compte tenu de la puissance structurante traditionnellement forte du conflit arabo-israélien, un scénario dans lequel la question palestinienne ne serait plus un facteur mobilisateur pour les populations arabes, et/ou dans lequel Israël serait accepté comme une partie « normale » et intégrale de la région, constituerait un changement majeur. De même, des alliances stables, sensées et formalisées, conduisant à l'émergence d'organisations régionales de sécurité collective, représenteraient un changement de l'ordre régional ; et on pourrait dire la même chose si, inversement, il n'y avait plus aucune alliance. Une composition fondamentalement modifiée de la région et une compréhension collective différente de qui en fait partie et qui n'en fait pas partie signifierait également un tel changement.

À l'intersection de l'ordre régional et de l'ordre mondial, un changement significatif dans le degré de la perméation et de l'ingérence internationales serait certainement considéré comme un changement de l'ordre régional de la région MENA. De tels scénarios incluent la cessation complète de l'ingérence étrangère ou, alternativement, une situation dans laquelle un ou plusieurs

hégémons non occidentaux domineraient la région.

De ce point de vue, les transformations majeures dont nous avons été témoins dans la région MENA et leurs implications méritent une analyse plus détaillée. Elles feront l'objet de notre discussion dans les sections suivantes.

## 2. LE LIEN ENTRE LE NATIONAL ET LE RÉGIONAL : L'AFFAIBLISSEMENT DES ÉTATS, L'AGGRAVATION DE L'INSÉCURITÉ DES RÉGIMES ET LA SÉCURISATION SECTARISTE

### 2.1 L'AFFAIBLISSEMENT DES ÉTATS ET LE RÔLE CROISSANT DES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Avant 2011, les États du Moyen-Orient étaient relativement forts et centralisés en termes de capacités administratives et de pénétration (Mann 1988, Yapp 1991, Owen 2000, Collombier et al. 2018). Les États de la région MENA n'étaient pas, pour employer un terme controversé, des États défaillants (voir, par exemple, Call 2010, Bøås et Jennings 2007). Bien que les régimes manquaient de légitimité populaire, s'appuyaient fortement sur l'appareil de sécurité répressif et s'étaient souvent emparés des institutions mêmes de l'État – brouillant la frontière entre le régime et l'État –, ils fonctionnaient et gouvernaient principalement comme des États. L'appareil d'État pouvait atteindre même les régions les plus reculées de son territoire et pouvait, à des degrés divers, fournir des services et des biens collectifs, notamment en matière de sécurité, en revendiquant le monopole de la violence et de la coercition. Bref, ces États étaient *relativement forts*, mais pas très légitimes. Puis, à mesure que les soulèvements se sont transformés en conflits armés et que des guerres par procuration se sont déroulées dans plusieurs États arabes, on a constaté un affaiblissement des États en Libye, en Syrie, au Yémen, en Irak et dans une certaine mesure en Égypte (voir aussi Salloukh 2017 : 660, Lynch 2018, Boserup et Colombo 2017 : 2). Là, les guerres et l'ingérence étrangère extrême ont érodé les capacités des États et renforcé la perméabilité de l'État arabe, compris dans le sens de la souveraineté territoriale (sur la perméabilité, voir Salloukh et Brynen, 2004).



**Entretien avec un homme d'affaires en Libye :** Les acteurs armés jouent un rôle majeur, notamment les extrémistes et les criminels. Ils profitent de la faiblesse et de l'incapacité de l'État. Des puissances extérieures les utilisent pour promouvoir leurs propres intérêts.

Un large éventail d'acteurs armés non étatiques – milices ethniques et sectaristes transnationales, rebelles, tribus, organisations terroristes, milices étrangères et mercenaires – font vaciller les prétentions des États au monopole de la violence et du contrôle territorial. Les groupes armés qui s'opposent aux gouvernements en place mènent des guerres contre les forces de sécurité officielles de l'État. Ils s'emparent de territoires en Libye, au Yémen et en Syrie et les contrôlent,

les forces d'opposition ayant même mis en place des institutions politiques et des gouvernements concurrents. Ceci étant, les acteurs non étatiques peuvent aussi gouverner et combattre aux côtés des forces de l'État, ou même travailler indirectement au maintien de l'autorité de l'État. En Syrie, le gouvernement Assad a pour ainsi dire externalisé ou délégué *officieusement* la violence et la sécurité à des groupes de défense progouvernementaux locaux et à des milices étrangères, et il s'est retiré tactiquement et partiellement des zones instables, afin d'économiser des ressources pour combattre et gouverner ailleurs. En Irak, les milices kurdes peshmergas et chiites ont été fortement mobilisées pour combattre l'État islamique en lieu et place des forces régulières irakiennes. De même, dans le nord-est de la Syrie, où les forces du régime Assad maintiennent une présence militaire modeste autour de l'aéroport de Kameshli, la sécurité intérieure et le contrôle des frontières sont largement aux mains des forces kurdes, qui coordonnent en partie la sécurité et la gouvernance avec le régime (Collombier et al. 2018).

Au sein des quatre États (Libye, Irak, Syrie et Yémen), tous marqués par la guerre, des groupes armés sont également engagés dans des tâches traditionnellement régaliennes, comme la prestation de services et des biens collectifs. Les rebelles et les milices fournissent par exemple, des soins de santé, de l'électricité et de l'eau aux populations locales. En Irak, la corruption et l'inefficacité du système ethnique et sectariste de la muhasasa continuent de hanter les institutions de l'État<sup>8</sup>, tandis que les milices et tribus locales et étrangères participent à toute une série de prestations, notamment les prestations sociales et l'administration locale. Cela crée inévitablement un cercle vicieux d'érosion de l'État, où les citoyens locaux recherchent les services et la sécurité d'acteurs non étatiques armés en raison de l'inefficacité ou de l'absence de l'État, ce qui mine encore davantage le pouvoir et la légitimité de ce dernier. Ainsi, d'une part, la faiblesse des structures étatiques crée des vides sécuritaires qui renforcent la position des acteurs infra-étatiques et incitent les gens à se rabattre sur les liens communautaires – ethniques, sectaristes, tribaux – pour garantir leur sécurité et leurs besoins fondamentaux, ce qui vide encore davantage l'État de sa substance et exacerbe les dilemmes de sécurité intérieure (voir Dodge 2014). Par ailleurs, l'autorité de l'État peut être partiellement maintenue par l'externalisation ou la délégation à des acteurs non étatiques.



**Entretien avec un membre de la société civile irakienne :** L'Irak est confronté à la fois à des risques et à des opportunités. Le risque est que de nombreux politiciens soient corrompus et ne pensent pas à ce qui est le mieux pour l'Irak, mais seulement à leurs propres problèmes. Les milices ont aussi trop de pouvoir et sont capables d'intimider les citoyens. Mais si nous pensons aux opportunités, nous pouvons dire que le peuple irakien commence à réaliser que la violence et les meurtres ne résoudront aucun problème. Il s'éloigne du sectarisme.

8 Il s'agit du système de quota sectariste institué après l'invasion américaine en 2003, où les postes gouvernementaux et ministériels sont attribués selon des accords préalables entre les blocs politiques et sectaristes (sunnites, chiites, kurdes) plutôt que selon le mérite ou les positions politiques, institutionnalisant ainsi la politique identitaire et renforçant les relations sectaristes patron-client et la corruption – situation que, on le sait, le système politique libanais produit également.



Les conflits armés et la prolifération d'acteurs non étatiques armés ont également renforcé les réseaux économiques illégaux dans la région. En Libye, par exemple, des groupes armés ont profité de leur puissance militaire pour créer ou rejoindre des réseaux extrêmement lucratifs, composés de membres de l'administration publique, de politiciens et d'hommes d'affaires. Ces cartels de milices ont détourné des fonds publics et nommé des responsables aux postes clés dans des entreprises publiques (Collombier et al. 2018). En Irak et en Syrie, des hommes d'affaires pro-régime, des chefs de milice et leurs familles élargies se livrent à la contrebande et au commerce illégal depuis des zones contrôlées par le régime vers des zones tenues par les rebelles, ainsi qu'au racket généralisé, au contournement des sanctions internationales et au trafic de drogue, tout comme les réseaux tribaux illégaux prolifèrent dans les zones frontalières entre l'Égypte et la Libye (Malmvig 2018, Hüsken 2017). Les nouveaux réseaux d'hommes d'affaires des milices sont fortement impliqués dans l'économie de guerre illégale et étroitement liés à des puissances régionales extérieures, telles que l'Iran et le Hezbollah dans le cas de la Syrie, ou l'Arabie saoudite et les Émirats dans le cas du Yémen et de la Libye, ce qui contribue à saper les institutions officielles de l'État.



**Enquête Delphi auprès des experts régionaux** : Nombreux sont ceux qui ont fait valoir que les frontières au Moyen-Orient ont été tracées arbitrairement. C'est vrai dans de nombreuses parties de la région, mais c'est vrai aussi dans de nombreuses autres parties du monde. En outre, il est difficile de voir comment, compte tenu de l'enchevêtrement des différentes communautés ethniques dans la région, la réécriture des frontières pourrait conduire à de meilleurs résultats politiques. En fait, elle risquerait même plus d'être très déstabilisante sur le plan politique.

Les relations entre les États et les acteurs non étatiques sont, en somme, assez compliquées : parfois les deuxièmes rivalisent avec l'État ou sapent ses capacités, parfois ils soutiennent ou partagent l'autorité de l'État et les moyens de la violence. L'affaiblissement des institutions étatiques (souveraineté interne) n'implique cependant pas que l'État-nation territorial (souveraineté externe) s'effiloche à l'unisson. Malgré de nombreux débats sur la fin de l'ordre de Sykes-Picot, les conflits actuels issus des soulèvements arabes n'ont jamais eu pour objet de changer la nature des frontières des États, ou de créer de nouveaux mini-États, mais de changer la nature des gouvernements<sup>9</sup>. Le système étatique régional – et les identités nationales sur lesquelles il repose – est beaucoup plus résilient qu'on ne le croit généralement (Del Sarto 2017a, Fawcett 2017). Nous constatons plutôt une perméabilité accrue ou un estompement de la frontière entre les sphères nationale et régionale. Les acteurs infra-étatiques s'allient, par exemple, avec des protecteurs extérieurs pour obtenir un soutien financier ou militaire ; des régimes préoccupés par leur propre survie entraînent des puissances extérieures dans des conflits internes, ou sont

<sup>9</sup> L'exception est bien sûr constituée par le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) dans le nord de l'Irak, qui a demandé son indépendance de l'Irak après le référendum de 2017, et par l'État islamique, qui cherche un califat au-delà des frontières actuelles de l'État.



engagés dans des interventions ou des tentatives erratiques visant à saper la légitimité d'États rivaux. Les répercussions de la perméabilité de certains des principaux États de la région seront examinées ci-après.

### 2.1.1 RÉPERCUSSIONS RÉGIONALES

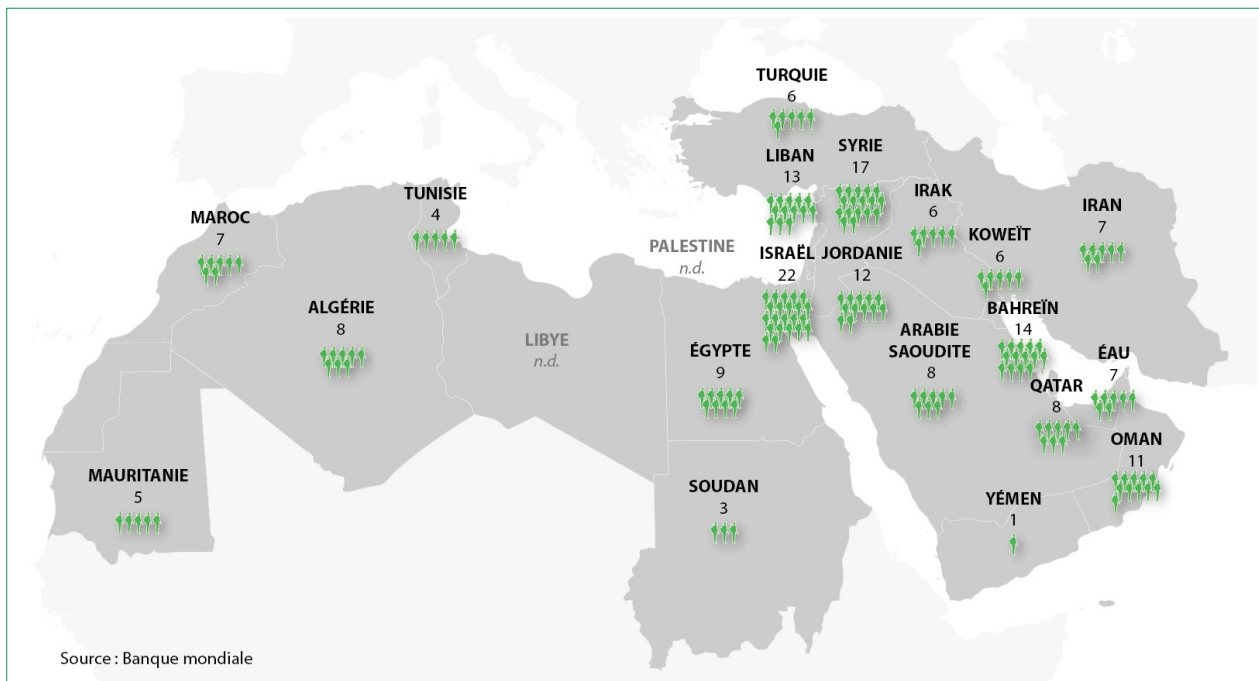
L'affaiblissement de plusieurs États a eu de profondes conséquences non seulement sur les relations entre l'État et la société (Boserup et Colombo 2017), mais aussi sur la forme de l'ordre régional, où l'on constate une intensification de l'interaction entre les niveaux national et régional et une réarticulation de la guerre froide dite arabe (Salloukh 2017 : 660, Hazbun 2018, Kerr 1971, Valbjørn et Bank 2012). La perméabilité de plusieurs États a permis aux acteurs nationaux et aux groupes armés d'inviter plus facilement des puissances régionales, d'équilibrer les opposants nationaux en s'alignant sur les acteurs extérieurs ou d'utiliser les liens transnationaux pour obtenir des ressources et un soutien extérieurs. Inversement, les pouvoirs régionaux ont cherché à saper leurs rivaux régionaux et à projeter leur propre pouvoir grâce au soutien de clients locaux dans des États faibles, en renforçant les liens transnationaux entre États (ethniques et sectaristes), en cherchant à discréditer leurs rivaux par la mobilisation transnationale et/ou en projetant leur pouvoir idéologique par le biais d'entités infra-étatiques ou transnationales.

Au début des soulèvements arabes, le Qatar s'est servi d'Al Jazeera pour rallier le soutien des mouvements internationaux d'intervention et d'opposition proches des Frères musulmans en Libye, en Syrie et en Égypte. L'Arabie saoudite et le Qatar apportaient tous deux un soutien militaire et financier à des groupes d'opposition armés mais rivaux entre eux, renforçant ainsi leur propre concurrence géopolitique (Abboud 2016, Malmvig 2016b). Au Bahreïn et au Yémen, l'Arabie saoudite – craignant l'influence iranienne et la dissidence de sa propre population – a envoyé des forces de sécurité à Manama pour réprimer les manifestants, tout comme Riyad continue à mener une guerre brutale contre les Houthis au Yémen. De même, Téhéran craignait que la chute du régime d'Assad n'entraîne la fin de sa présence stratégique en Syrie et la capacité du Hezbollah à repousser Israël. Il a envoyé des forces d'Al-Qods et de nombreuses milices chiites venues d'aussi loin que du Pakistan et d'Afghanistan se battre aux côtés du régime d'Assad, en plus du Hezbollah, qui a besoin d'armes et de fournitures sur le territoire syrien pour maintenir sa propre position, unique, au sein du fragile équilibre du pouvoir libanais. La Turquie – et dans une moindre mesure Israël – sont également lourdement intervenus en Syrie. La Turquie l'a fait d'abord du côté de l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes affiliés aux Frères musulmans pour accroître son influence régionale, puis pour empêcher les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui ont des liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie, de gagner un territoire permanent et d'obtenir finalement une autonomie politique dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque. Paradoxalement, en Irak, Ankara a noué des liens étroits avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et le gouvernement régional kurde d'Erbil, que la famille Barzani utilise pour maintenir l'équilibre entre son rival local, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et le gouvernement central à Bagdad, qui sont plus proches de l'Iran. Pour sa part, Téhéran a bien sûr joué un rôle important dans la politique et la société irakiennes depuis 2003 à travers ses institutions religieuses chiites et son soutien aux dirigeants politiques et milices chiites, projetant ainsi un pouvoir idéologique et créant une présence stratégique.

Les guerres et la fragmentation du pouvoir central de l'État ont ainsi créé de multiples relations

transversales et des possibilités d'intervention et d'ingérence pour tous les États de la région. Bien que la majorité des États de la région MENA continuent d'être forts et dotés d'un appareil militaire robuste (voir figure 2) et ne sont pas directement déchirés par la guerre sur leur propre sol, ils sont néanmoins profondément touchés par les divers conflits dans la région. Leur sentiment d'insécurité s'en trouve accru et, craignant que leurs rivaux ne prennent le dessus sur leurs relations protecteur-protégé, ils s'engagent eux-mêmes dans le même jeu, ce qui, bien sûr, ne fait qu'inciter les rivaux en question à riposter, répétant ainsi le dilemme classique de la sécurité (voir aussi Lynch 2018).

**Figure 2** | Militarisation dans la région MENA : nombre de soldats pour mille habitants



## 2.2 INSÉCURITÉ DES RÉGIMES ET RÉSILIENCE DE L'AUTORITARISME

Dans le même temps, nous voyons des régimes – même dans des États relativement forts comme l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Égypte – être intensément préoccupés par leur propre sécurité et par les menaces contre leur survie. Depuis les soulèvements arabes, on assiste à une résurgence de l'autoritarisme et de l'apprentissage de l'autoritarisme ; en Turquie et en Israël, ces soulèvements ont été précédés par un virage vers des politiques antilibérales. La plupart des dirigeants en place s'appuient de plus en plus sur des capacités coercitives, sévissent contre les voix dissidentes, limitent la liberté de la presse et la marge de manœuvre des acteurs de la société civile. Une forme d'apprentissage de l'autoritarisme a pris effet<sup>10</sup>.

10 Dès 2007, Heydemann (2007 : 2) notait : « Les leçons et les stratégies qui ont leur origine au sein du Moyen-Orient et à l'extérieur du Moyen-Orient sont diffusées dans toute la région, passant d'un régime à l'autre et étant modifiées au cours du processus. Les régimes apprennent les uns des autres, souvent par le partage explicite d'expériences, avec par exemple des délégations se déplaçant d'un pays à l'autre pour discuter de questions telles que la manière de gérer Internet, de répondre aux pressions en faveur de réformes politiques et de garantir l'autonomie fiscale des régimes. »

Les dirigeants autoritaires ont observé le destin de Moubarak et d'Assad, et savent maintenant que pour préserver leurs régimes, ils doivent être prêts à s'engager dans la répression de masse et dans la violence (Heydemann 2007, Lynch 2016 et 2018, Boserup et Colombo 2017). En Égypte, l'élite économique et militaire de l'époque de Moubarak a été largement restaurée, la liberté de la presse est pratiquement absente et on estime que plus de 60 000 personnes sont emprisonnées pour des motifs politiques<sup>11</sup>. Comme partout dans la région, l'opposition et les voix dissidentes sont traitées en terroristes. En Turquie, Erdoğan s'est éloigné des idéaux démocratiques libéraux et, en Arabie saoudite, des réformes superficielles sont combinées à l'arrestation et au harcèlement à grande échelle, par exemple, de militantes et de dissidents saoudiens à l'étranger, et même à des sanctions pour des tweets banals qui ne font pas mention du blocus du Qatar en termes positifs (Aziza 2019). Les pratiques de réforme hypocrites du prince héritier Mohammed ben Salmane renvoient à ce que Heydemann appelait de manière convaincante, avant les soulèvements arabes, la « modernisation autoritaire », où les régimes semblent s'ouvrir et réformer un secteur spécifique limité, tout en réprimant et en augmentant la répression dans d'autres (Heydemann 2007).

La préoccupation des régimes pour leur perpétuation a intensifié une dynamique dans laquelle les menaces perçues pour la survie du régime sont contrebalancées par des politiques étrangères souvent erratiques et des alliances toujours changeantes (Gause 2003, Rubin 2014). Le blocus du Qatar par l'Arabie saoudite et sa guerre au Yémen, ou les préoccupations du régime d'Al-Sissi à l'égard du terrorisme et des Frères musulmans ouvrant la voie à des frappes militaires en Libye ou à la coopération avec Israël dans le Sinaï, sont tous des exemples de l'enchevêtrement étroit entre les préoccupations du régime pour sa survie et les politiques étrangères. Bien qu'Israël soit différent dans la mesure où il n'est pas dirigé par un gouvernement autoritaire, des traits similaires peuvent être observés. La préoccupation majeure du gouvernement Netanyahu à l'égard de l'Iran et la création d'un sentiment accru d'insécurité ont, par exemple, permis au gouvernement de néo-droite de détourner l'attention du conflit non résolu avec les Palestiniens, de l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens et, plus récemment, des accusations de corruption contre Netanyahu. En fin de compte, la « politique d'insécurité » du gouvernement israélien (Del Sarto 2017b) a permis à Netanyahu de rester au pouvoir.

## 2.3 LA SÉCURISATION ETHNO-SECTARISTE

L'un des moyens par lesquels les régimes de la région ont renforcé leur pouvoir et tenté de garantir leur survie, avant même 2011, est l'instrumentalisation des identités sectaires. En manipulant les craintes d'exclusion politique, en prétendant protéger certains groupes de la population contre d'autres ou en utilisant le sectarisme pour discréditer leurs adversaires et rivaux politiques, les entrepreneurs et dirigeants politiques sectaristes ont renforcé leur pouvoir et détourné les demandes de changement politique (Hashemi et Postel 2017 : 5). Le sectarisme n'est évidemment pas nouveau dans la région. Il est fermement institutionnalisé dans le système politique et les réseaux clientélistes du Liban et, depuis l'invasion américaine de 2003, il est une caractéristique importante de la politique et de la société irakiennes, très divisée. Il en est de même dans les monarchies du Golfe où la famille Al-Khalifa, à Bahreïn, et la famille Al-Saoud, en Arabie saoudite, ont exercé pendant des décennies leur pouvoir sur leurs populations chiites par des tactiques de division (Haddad 2011, Salloukh 2017 et Moore-Gilbert 2016). Mais jusqu'à récemment encore, le

11 Selon Human Rights Watch (2019).

sectarisme était largement écarté et nié dans le discours officiel, et les dirigeants politiques et les responsables gouvernementaux maniaient souvent un équilibre délicat consistant à utiliser de subtiles stratégies sectaristes tout en cherchant à maîtriser et à étouffer tout sectarisme manifeste (Salamandra 2013, Haddad 2011, Malmvig 2019). Avec la destruction de l'État irakien à la suite de l'invasion américaine et l'institutionnalisation du sectarisme dans le nouveau système politique irakien, le sectarisme s'est propagé. Lorsque l'État irakien s'est effondré, il a laissé une large place à un mélange de groupes djihadistes transnationaux, de milices chiites soutenues par l'Iran et d'une foule d'autres acteurs étrangers. En fin de compte, comme le note Hinnebusch, le conflit irakien a débordé dans la région, transnationalisé le conflit sectariste et encouragé un nouveau discours sectariste (Hinnebusch 2016).

Les révoltes arabes semblent avoir encore accentué et approfondi le sectarisme (Malmvig 2014, Gause 2014, Valbjørn 2018). À Bahreïn comme en Syrie, les manifestations ont d'abord été transectaires, les manifestants criant « ni sunnites ni chiites, nous ne faisons qu'un ». Mais le gouvernement Al-Khalifa et les médias d'État ont habilement promu le récit selon lequel il s'agissait d'un soulèvement chiite orchestré par Téhéran et que les manifestants étaient des traîtres et émeutiers chiites qui visaient les sunnites (Matthiesen 2017 : 208, Moore-Gilbert 2016). Cette tactique s'est avérée efficace et a constitué une prophétie auto-réalisatrice, puisque les manifestants sunnites sont restés chez eux et que les forces de sécurité saoudiennes et émiriennes sont intervenues, déclenchant la plus féroce répression de l'histoire bahreïnie (Matthiesen 2017). Dans le sillage des soulèvements, l'Arabie saoudite elle-même a exagéré les différences sectaires à l'intérieur du royaume comme une forme de stratégie contre-révolutionnaire pour empêcher le développement de plateformes nationales non sectaristes (Al-Rasheed 2017 : 143). Même dans les pays où il n'existe pas de groupes minoritaires sectaires importants, comme l'Égypte et la Jordanie, il y a eu à l'occasion des attaques contre les chiites et une rhétorique anti-chiite accrue sur les plateformes de médias sociaux (Valbjørn 2017 : 53). Au discours de haine sectariste et à l'incitation à la peur propagée en ligne sont venus s'ajouter des groupes djihadistes sunnites, tels que Hayat Tahrir al-Cham en Syrie, les groupes locaux affiliés à Al-Qaïda et, auparavant, l'État islamique, tous engagés dans des pratiques et des discours sectaristes extrêmes et considérant les chiites comme des apostats que l'on a le droit de tuer (*takfir*). Inversement, la mobilisation de milices chiites transnationales venues d'aussi loin que le Pakistan et l'Afghanistan, qui combattent ensemble sur les champs de bataille de Syrie et d'Irak, a renforcé la perception et la crainte des sunnites d'être attaqués dans leurs propres pays.

Nous avons ainsi été témoins de la sécurisation croissante des identités sectaires, comprises comme menacées ou menaçantes (Malmvig 2014 et 2016a, Darwich et Fakhoury 2016), légitimant ainsi le recours à des moyens exceptionnels comme la violence et la répression féroce (Wæver 1995). Bien que la sécurisation des identités sectaires soit délibérée, une fois enclenchée, elle construit des faits sociaux solides et des prophéties auto-réalisatrices. Les campagnes de peur et d'altérisation sectariste finissent par créer une dynamique de groupe et des réalités sociales auto-entretenues qui deviennent difficiles à démanteler, comme on l'a vu en Irak et en Syrie (Hinnebusch 2016, Phillips et Valbjørn 2018). En Syrie, dès 2011, le régime d'Assad a qualifié les manifestants et l'opposition d'islamistes et terroristes sectaristes sunnites, désireux d'établir un régime majoritaire sunnite, tandis que les *shabiha*<sup>12</sup> du régime livraient des sacs de sable

12 « Fantômes » en arabe. Il s'agit de gangs civils ou de milices, fidèles au gouvernement Assad, qui ont été utilisés

aux villages alaouites pour les protéger soi-disant des saccages sunnites – installant ainsi une peur sectaire chez les groupes minoritaires et créant à nouveau des prophéties auto-réalisatrices (Salamandra 2013). Le dilemme sécuritaire classique a conduit à des formes plus violentes de sectarisme avec plusieurs massacres de sunnites en 2012 (Phillips et Valbjørn 2018) tandis qu’une spirale de violence sectariste était enclenchée. Aujourd’hui, la jeune génération de soldats et de miliciens qui ont combattu en Syrie pendant des années est plus ouvertement sectariste et semble avoir oublié les récits officiels parlant d’une « mosaïque » nationale syrienne d’identités ethno-sectaires (interview des auteurs avec des combattants syriens de l’ASL, septembre 2017, et interview avec Samer Yazbek, 2015).

Ainsi, la sécurisation sectariste n’est pas sans risque. Alors que les régimes et les entrepreneurs sectaristes peuvent utiliser la sécurisation des identités sectaires pour accroître leur base de pouvoir, ces manipulations identitaires peuvent paradoxalement saper leur pouvoir et leur légitimité à long terme (Del Sarto 2018 également). En Syrie, par exemple, le régime d’Assad risque d’avoir du mal à limiter l’influence des milices chiites dans la phase d’après-conflit et de réconciliation à venir. Et, en Irak, le gouvernement est largement perçu comme sectariste (même par certains partis chiites et chefs religieux) et, par conséquent, dépourvu de légitimité. En outre, la sécurisation des identités ethniques et religieuses crée un antagonisme et donne naissance à des sociétés apeurées, ce qui est incompatible avec les idées de droits individuels, de citoyenneté et d’inclusion, et finit par nuire aux minorités ethniques et religieuses. À Bahreïn et en Syrie, les dirigeants en place ont peut-être réussi à aggraver les divisions sectaires dans la mesure où il n’est pas clair qu’ils soient capables de surmonter une situation caractérisée par la présence de communautés fracturées et instables, hantées par la suspicion et l’agitation (Moore-Gilbert 2016).

### 3. DYNAMIQUE RÉGIONALE : POLARITÉ, DYNAMIQUES D’AMITIÉ ET D’HOSTILITÉ, ALLIANCES ET CHANGEMENTS GÉOPOLITIQUES

Bien que la dynamique régionale soit constamment façonnée par des facteurs nationaux et mondiaux, certaines caractéristiques de l’ordre régional (et les défis qu’il peut rencontrer) doivent être analysées comme des phénomènes largement autonomes. Les soulèvements arabes de 2011 et d’avant et l’invasion américaine de l’Irak en 2003 ont modifié les schémas de polarité, d’amitié/hostilité et de coopération régionale. Les sections suivantes évaluent l’intensité et la nature de ces changements ainsi que le déplacement des centres de gravité dans la région MENA.

#### 3.1 LES MODALITÉS DE LA MULTIPOLARITÉ : AU-DELÀ DE LA CONFRONTATION SAOUDIENNE-IRANIENNE

Selon Buzan et Wæver (2003), le nombre de puissances régionales définit la polarité de tout complexe de sécurité régionale. Ainsi, il existe des régions unipolaires (axées autour d’une puissance hégémonique dominante), des régions bipolaires (structurées autour de la rivalité de deux puissances) et des régions multipolaires. La multipolarité a été associée à la fois aux conflits entre les membres de la région et à son autonomie vis-à-vis des puissances mondiales (Lake et Morgan 1997). L’absence d’une puissance régionale dominante ou hégémonique (Lustick 1997),

---

après 2011 pour intimider et réprimer l’opposition et la dissidence.

associée à l'ingérence des grandes puissances mondiales, est considérée comme produisant diverses formes d'insécurité (Makdisi 2017, Makdisi et al. 2017, Hazbun 2018).



**Interview d'un expert au Qatar :** Il n'y a plus d'acteurs dominants ou hégémoniques. Il y a de nombreux acteurs en concurrence les uns avec les autres, ce qui rend les résultats politiques plus imprévisibles.

Pour évaluer la nature et la portée des changements survenus dans la multipolarité du Moyen-Orient depuis 2011, il nous faut nous pencher sur le concept de multipolarité et tenir compte non seulement du nombre de pôles, mais aussi de la nature des grandes puissances et des types d'interactions entre elles. Il nous faut pour cela voir s'il existe une hiérarchie entre ces pôles (Organski 1958, Lake 2009), analyser les changements survenus dans la puissance matérielle et idéologique des acteurs régionaux et évaluer leur capacité à déployer leur puissance (Nolte 2010 : 883, Haas 2014). Une telle analyse doit également prendre en compte les variations relatives à leur ambition et à leur capacité à traduire cette ambition en influence régionale (Stephen 2002, Önis et Kutlay 2013) ainsi que l'évolution des relations entre les puissances régionales et l'ordre mondial (Hurrell 2016). De plus, pour rendre compte de certains des changements récents qui ont façonné l'ordre régional, il est utile de faire la distinction entre les différents types de puissances régionales. On peut distinguer (1) les puissances régionales à part entière, (2) les puissances régionales spécialisées et (3) les puissances régionales de proximité. Les *puissances régionales à part entière* ont des intérêts dans différents conflits ou schémas de coopération dans toute la région et elles combinent des instruments de soft power et de hard power. Les *puissances régionales spécialisées* exercent une influence à l'échelle régionale, mais seulement dans certains domaines spécifiques (politique, sécurité, économie, idées). Inversement, l'influence des *puissances régionales de proximité* est limitée à l'un des systèmes sous-régionaux (comme le Maghreb, le Levant et le Golfe, en l'occurrence). Ces puissances régionales peuvent conserver une certaine influence vis-à-vis de leurs plus proches voisins mais jouer un rôle mineur dans les conflits régionaux clés.

La région MENA est un système multipolaire en raison de la présence d'au moins cinq États qui aspirent à être des puissances régionales à part entière ou tendent à agir en tant que telles : l'Arabie saoudite, l'Égypte, Israël, l'Iran et la Turquie. La confrontation entre l'Arabie saoudite et l'Iran est souvent désignée comme le moteur dominant de la géopolitique régionale actuelle. Il ne fait aucun doute que Riyad et Téhéran ont utilisé leurs représentants locaux (nouvellement recrutés pour certains) non seulement pour gagner une influence régionale mais aussi pour empêcher leurs rivaux de faire de même (voir, entre autres : Nasr 2007, Salloukh 2013, Abdo 2017). L'accent mis sur le caractère central de l'hostilité entre Riyad et Téhéran, qui s'intensifie depuis l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003, tend donc à souligner que la dynamique bipolaire gagne du terrain et insiste sur la façon dont elle renforce le potentiel de conflit dans la région. Toutefois, s'il est vrai que l'Iran et l'Arabie saoudite ont encore accru leur influence régionale après 2011, les changements dans l'ordre régional ne sont pas seulement liés à l'intensification de la rivalité



entre ces deux pays, mais aussi à l'ambition et à la capacité croissantes d'un certain nombre d'autres acteurs régionaux à projeter leur pouvoir. La Turquie en est un bon exemple. Devenue une puissance régionale à part entière, Ankara a commencé à projeter son influence dans des régions où elle était jusqu'alors discrètement présente, comme le Maghreb. La Turquie s'est également fortement impliquée dans la crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment par le déploiement de troupes turques supplémentaires au Qatar en 2017. Dans le même temps, le Qatar et les Émirats arabes unis ont commencé à agir en véritables puissances régionales à part entière, recourant à des outils de *soft* et *hard power* et exerçant une forte influence politique au-delà de leur voisinage immédiat.



**Entretien avec un homme politique de l'opposition au Liban :**

Les acteurs traditionnels et les plus influents dans la région sont l'Arabie saoudite et l'Iran. Ils ont façonné et continuent de façonner la région. Mais il y a de nouveaux acteurs. Les ÉAU sont l'un d'entre eux en raison de leur politique ambitieuse et de leur volonté d'étendre leur contrôle sur la région.

Inversement, depuis les années 1970, mais plus encore depuis 2011, l'Égypte a vu sa capacité de leadership et de projection de son influence au-delà de ses voisins immédiats (Libye, bassin du Nil, Palestine, dynamique méditerranéenne orientale) diminuer. En tant que puissance régionale de créneau, l'Égypte est un acteur plutôt secondaire pour ce qui est de la Syrie, du Yémen, de l'Irak et du Maghreb (à l'exception de la Libye). En outre, depuis 2011, l'autonomie financière du Caire vis-à-vis de ses donateurs du Golfe a sensiblement diminué. Par ailleurs, suite aux grands changements géopolitiques survenus en 2003 et 2011, certains pays qui jouaient auparavant un rôle régional important ont été subordonnés à l'ordre du jour d'autres puissances régionales et sont désormais largement assujettis à des rivalités géopolitiques. L'Irak et la Syrie en sont les meilleurs exemples.



**Entretien avec un fonctionnaire de l'UE :** Les poids lourds relativement nouveaux sur la scène régionale sont ceux qui étaient au mieux des payeurs et qui sont maintenant des acteurs : Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Qatar. Il reste à savoir si ce nouveau rôle est durable.

Au Maghreb, en revanche, la dynamique de la polarité a été plutôt stable en dépit des changements majeurs survenus au niveau des relations État-société et de l'effondrement de l'un des États de la région, à savoir la Libye. La vieille rivalité entre l'Algérie et le Maroc s'est traduite par une dynamique bipolaire forte et durable qui n'a pas été sensiblement modifiée par les changements géopolitiques au Moyen-Orient (Lounnas et Messari 2018, Hernando de Larramendi 2018).



Ainsi, si la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est bel et bien antérieure aux soulèvements arabes, ces derniers ont conduit à son intensification. En outre, les soulèvements de 2011 ont stimulé les ambitions et la volonté d'un certain nombre d'autres acteurs régionaux de déployer des moyens matériels et conceptuels pour projeter leur influence, tels que la Turquie, le Qatar et les ÉAU. D'autres acteurs régionaux, notamment la Syrie, la Libye et, dans une moindre mesure, l'Égypte, ont perdu leur influence après 2011. Mais plutôt que d'évoluer vers une bipolarité Iran-Arabie saoudite, le système MENA reste marqué par un ordre multipolaire, que l'on peut qualifier de « fragmenté » ou de « concurrentiel » (Hinnebusch 2014 : 51, Kausch 2014). Les dynamiques d'amitié et d'hostilité sont caractérisés par plusieurs clivages qui se chevauchent et qui s'exacerbent ou se neutralisent, comme nous le verrons dans la section suivante.

### **3.2 DYNAMIQUES D'AMITIÉ ET D'HOSTILITÉ : CHEVAUchement ET CLIVAGES MULTICOUCHEs**

Les dynamiques d'amitié et d'hostilité font allusion à des cercles de sympathie et d'inimitié, mais aussi à des questions précises susceptibles de déclencher des conflits ou une coopération entre les acteurs. Comme l'observent Buzan et Wæver (2003 : 50), « ces dynamiques d'amitié et d'hostilité sont influencés par divers facteurs tels que l'histoire, la culture, la religion et la géographie, mais dans une large mesure, ils dépendent du sentier suivi et deviennent ainsi leur propre meilleure explication ». De ce point de vue, l'amitié désigne des relations qui vont de la sympathie aux attentes de protection et de soutien, et inversement, l'hostilité désigne des relations de peur, d'inimitié et de méfiance. Les systèmes régionaux peuvent s'articuler autour d'un patron d'amitié ou d'hostilité dominant ou d'une pluralité de ces dynamiques. La région MENA est marquée par cette dernière.

Les clivages les plus importants se rapportent à la question de l'acceptation d'Israël en tant qu'acteur régional, à la fragmentation ethno-religieuse et à l'affrontement idéologique entre les tenants du statu quo et les forces révisionnistes ou révolutionnaires. La présente section évalue trois principaux changements dans la façon dont ces clivages sont en train de façonner les dynamiques d'amitié et d'hostilité dans la région MENA depuis 2011. Il s'agit de : (1) la disposition croissante de certains acteurs régionaux à établir des liens avec Israël et à reconnaître publiquement l'existence d'intérêts communs ; (2) le sectarisme et la sécurisation des identités ; (3) l'antagonisme idéologique entre les partisans des transitions politiques (souvent associés au soutien des groupes liés aux Frères musulmans) et les défenseurs du statu quo. Cette dernière position est souvent associée à la perception des Frères musulmans comme une menace nationale.

#### **3.2.1 LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET LA RÈGLE DE L'UNITÉ ARABE**

Le panarabisme et l'idée de l'unité arabe ont connu leur apogée dans les années 1950 et 1960, au cours desquelles ils ont été une puissante force structurante des politiques interarabes et régionales au Moyen-Orient (Jankowski et Gershoni 1997, Barnett 1998, Dawisha 2003). En réalité, bien sûr, l'idée que les « intérêts arabes » l'emportaient sur les intérêts des États arabes territorialement définis et que, en fin de compte, tous les territoires arabophones devraient fusionner en un seul État-nation arabe a donné lieu à de vives contestations<sup>13</sup>. La vision d'un État-

---

13 La fusion, en 1958, de l'Égypte et de la Syrie en République arabe unie a illustré les aspirations à l'unité territoriale, mais l'expérience n'a duré que trois ans.

nation arabe unique, soutenue par la république théoriquement socialiste dirigée par l'Égyptien Gamal Abdel Nasser, s'est heurtée aux préférences des monarchies arabes, comme l'a analysé Malcolm Kerr (1971) qui a alors forgé la célèbre expression de « guerre froide arabe ». La plupart des royaumes arabes ont souscrit au mieux à une forme plus douce de nationalisme arabe, limitée à la coopération et à la solidarité entre les États arabes. En fait, dans l'arène politique arabe de l'époque, le panarabisme a servi d'outil pour légitimer les ambitions de leadership au sein du système étatique arabe et pour justifier les aspirations régionales d'hégémonie, dont Nasser était un champion. Les luttes pour un leadership panarabe ont masqué la fragilité inhérente des États, conduit à des conflits, justifié des attaques mutuelles contre la souveraineté et, paradoxalement peut-être, affaibli le système étatique arabe (Solingen 2007 : 771-2, Barnett 1998). Toutefois, l'idée d'une solidarité panarabe, dans laquelle la cause palestinienne était centrale, a trouvé un large écho auprès des publics arabes, conditionnant ainsi la politique étrangère de nombreux États de la région – souvent contre des intérêts nationaux beaucoup plus étroitement définis (voir, par exemple, Jankowski 1997, Barnett 1998 : 158 et suivantes). Pourtant, l'histoire du conflit israélo-palestinien montre que l'engagement des dirigeants arabes en faveur de la cause palestinienne a été généralement plus rhétorique que factuel (voir par exemple Tessler 2009).

La victoire d'Israël sur les armées arabes à l'issue de la guerre de 1967 a marqué le début de la fin du panarabisme laïque (Ajami 1998, Dawisha 2003). Des événements ultérieurs, tels que l'accord de paix séparé conclu en 1979 par l'Égypte avec Israël et l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, semblent indiquer que les régimes arabes ne se sont plus sentis portés par l'idée d'unité et de solidarité arabes – malgré un intérêt montré à l'occasion, mais du bout des lèvres. Cette évolution se poursuivra dans les années 2000, certains régimes arabes (notamment l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite) tenant le Hezbollah libanais pour responsable de la guerre de 2006 avec Israël. Les trois guerres menées par Israël dans la bande de Gaza – gouvernée par le Hamas – ont donné lieu à un retour de ces divisions interarabes, l'Égypte et l'Arabie saoudite accusant le Hamas d'être un pion de l'Iran. Dans le même temps, cependant, après 1967, la question de la Palestine continuera d'avoir un impact sur la politique régionale puisqu'elle entraînera la (re)configuration des acteurs étatiques et non étatiques qui se sont définis comme faisant partie de « l'axe de la résistance » formé contre la mainmise persistante d'Israël sur les Palestiniens. Souvent qualifiés par l'Occident d'États ou de groupes « radicaux » ou « extrémistes », les membres de cet axe comprenaient l'Iran, la Syrie du régime d'Assad, différentes factions palestiniennes (et islamistes pour certaines d'entre elles) et le Hezbollah libanais (voir par exemple Makdisi 2018).

Après les soulèvements arabes, la fragmentation du système étatique arabe et la diminution de l'importance donnée à la règle de l'unité et de la solidarité arabes se sont poursuivies, la guerre civile syrienne et la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite en étant peut-être les exemples les plus frappants. Le conflit israélo-arabe, et plus particulièrement la question de la Palestine, « principal sujet de préoccupation régionale au Moyen-Orient depuis plus d'un siècle » (Makdisi 2018 : 3), n'est plus un facteur majeur de structuration de la politique au Moyen-Orient. Il joue certes toujours un rôle, mais il n'est plus au centre des préoccupations. Les positions arabes communes quant à la manière de résoudre le conflit israélo-arabe, comme celles exprimées dans le Plan de paix arabe de 2002, ne sont plus de circonstance. Les conséquences de l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et, en particulier, l'antagonisme croissant entre l'Arabie saoudite et l'Iran ont intensifié la fracture entre sunnites et chiites. On peut en même temps considérer que l'attisement

du sectarisme par l'Arabie saoudite est la stratégie contre-révolutionnaire préventive qu'utilise le royaume en réaction aux soulèvements arabes (Al-Rasheed 2017). Parallèlement, l'antisionisme a cessé d'être l'un des traits caractéristiques de la politique arabe. L'hostilité partagée envers l'Iran et ses alliés a même plutôt permis un nouveau rapprochement entre Israël et un certain nombre d'États arabes de la région, notamment l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et certaines petites monarchies du Golfe.



**Entretien avec un expert étranger au Qatar** : L'un des principaux éléments qui vont changer la région est la nouvelle alliance arabo-israélienne contre l'Iran.

Dans le même ordre d'idées, une délégation non gouvernementale bahreïnienne, portant une pancarte où on lisait « Voici Bahreïn », s'est rendue à Jérusalem en décembre 2017 (Henderson 2017). Ce même mois, le prince héritier Mohammed ben Salmane aurait demandé au président palestinien Mahmoud Abbas d'accepter un plan de paix américain non officiel en adéquation avec les préférences du gouvernement israélien de droite (Barnard et al. 2017)<sup>14</sup>. S'il n'y a pas (encore) de relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et Israël, nul doute que les relations entre Riyad et le gouvernement de Jérusalem se sont réchauffées. L'amitié née entre le prince héritier saoudien, jeune et trop sûr de lui, et Jared Kushner, tout aussi jeune et inexpérimenté, gendre du président américain Trump et son conseiller sur le Moyen-Orient, a joué un rôle dans ce réchauffement. Kushner est proche de la vision du monde du premier ministre israélien Netanyahu. Début 2018, le puissant prince héritier saoudien déclarait dans un entretien avec L'Atlantique « Nous avons beaucoup d'intérêts communs avec Israël » et « les Palestiniens et les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre terre » (Goldberg 2018) – autant de déclarations sans précédent pour un dirigeant arabe dont le pays est officiellement toujours en guerre contre Israël. En octobre 2018, M. Netanyahu faisait un voyage surprise à Oman, où il rencontrait le sultan Qaboos<sup>15</sup>. Quelques jours plus tard, Miri Regev, ministre israélienne de la Culture et des Sports, se rendait à Abou Dabi pour assister à une compétition internationale de judo, et l'hymne israélien était joué à l'occasion de la médaille d'or remportée par un judoka israélien (Katzir 2018). Les Émirats accueillent déjà une mission diplomatique israélienne, accréditée auprès de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, basée à Abou Dabi (Henderson 2017). Et, en janvier 2019, dans la populaire émission d'interviews « 60 Minutes », diffusée sur CBS, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a reconnu une coopération discrète, mais toujours plus étroite, avec Israël dans le domaine militaire et du renseignement, coopération qui inclut également des centaines de frappes aériennes secrètes israéliennes contre des insurgés égyptiens dans la péninsule du Sinaï

14 Ce « plan de paix » prévoit apparemment un État palestinien possédant des parties non contiguës de la Cisjordanie et une souveraineté limitée sur son propre territoire, où Jérusalem-Est ne serait pas la capitale, sans évacuation des colonies israéliennes et sans droit au retour des réfugiés palestiniens.

15 « Israel's Netanyahu Meets Sultan Qaboos in Surprise Oman Trip », dans *Al Jazeera*, 26 octobre 2018, <http://aje.io/nezwd>.

(Kirkpatrick 2019)<sup>16</sup>. Il est également intéressant de noter que la décision du président Trump de déplacer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en mai 2018 a été accueillie par une condamnation plutôt mitigée de la part des dirigeants arabes.

De fait, Israël a tiré de nombreux avantages des évolutions régionales survenues depuis les soulèvements arabes. Outre l'amélioration de ses relations avec l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe (et leur antagonisme commun vis-à-vis de l'Iran), le régime d'Assad n'est plus une menace pour Israël (si tant est qu'il l'ait jamais été)<sup>17</sup>. Pour l'instant, le Hezbollah est occupé à combattre en Syrie et l'Égypte d'Al-Sissi partage l'aversion d'Israël pour le Hamas. Bien entendu, Israël est préoccupé par la présence du Hezbollah et des forces iraniennes sur le territoire syrien voisin, en particulier près de ses frontières, ainsi que par la vaste expérience de combat que le Hezbollah a acquise en Syrie. Mais dans l'ensemble, la position d'Israël dans le système régional s'est incontestablement renforcée. L'attrait populaire envers l'« axe de la résistance » s'est affaibli, principalement en raison de l'implication de l'Iran et du Hezbollah dans la guerre civile syrienne et du conflit qui sévit en Syrie même. Enfin et surtout, les politiques du gouvernement de droite israélien bénéficient du plein soutien de l'administration américaine dirigée par le président Trump (Quero et Dessì 2019).

Mais même si aujourd'hui les projets d'unité panarabe susceptibles de conduire à des changements majeurs dans le système étatique existant ne sont plus un objectif des dirigeants arabes, il serait prématuré de rejeter complètement la dimension arabe de la politique régionale, comme le soutiennent de façon convaincante Valbjørn et Bank (2012). Tout d'abord, les références à la « cause arabe » sont toujours d'actualité pour les dirigeants arabes, pour l'Iran et pour la Turquie, États non arabes, entrant dans la mêlée de la politique arabo-régionale en se présentant comme les véritables défenseurs des Palestiniens. Deuxièmement, les acteurs non étatiques, en particulier le Hezbollah et le Hamas, ont assumé le rôle de champion de la cause palestinienne. Troisièmement, contrairement à la tradition séculariste du panarabisme des années 1950 et 1960, la dimension arabe de la politique au Moyen-Orient est de plus en plus ancrée dans un discours religieux et panislamiste. Enfin, et c'est peut-être le plus important, la règle de la solidarité arabe et la cause palestinienne trouvent toujours un fort écho auprès des publics arabes. La forte réaction des populations arabes contre la guerre menée par Israël contre le Hezbollah libanais en 2006 et contre la bande de Gaza, gouvernée par le Hamas, en 2008-2009 en est la preuve (Valbjørn et Bank 2012). Si l'on s'en tient au rôle des médias sociaux et d'un marché des médias arabes intégré, on voit que les soulèvements arabes et leurs conséquences ont été une preuve supplémentaire de l'interdépendance sociétale et culturelle des populations arabes, qui semble être allée grandissante (voir aussi Noble 2008, Lynch 2016). En effet, l'importance croissante du satellite arabe et des médias sociaux au cours des dix dernières années a créé une « caisse de résonance » arabe, où la solidarité arabe et la cause palestinienne ont encore beaucoup de poids. Le soutien populaire en faveur des Palestiniens se poursuit en dépit de l'évolution des alignements régionaux au niveau des États (Makdisi 2018 : 2, également). L'importance persistante que les populations arabes accordent à la cause palestinienne montre (encore une fois) une déconnexion

16 L'Égypte a par la suite tenté de bloquer l'émission, mais sans succès.

17 Alors que la frontière entre Israël et la Syrie sur le Golan était calme depuis des décennies, Assad était considéré comme « le diable que l'on sait » en Israël. Cela explique les querelles au sein de l'establishment politique et militaire israélien sur la question de savoir s'il fallait soutenir l'opposition syrienne après le début de la guerre civile en Syrie.

croissante entre les régimes arabes et leurs populations – un élargissement de la « fracture entre régimes et peuple », identifiée par certains chercheurs il y a plus de dix ans (Lynch 2006).

L'affaiblissement de la règle de l'unité arabe, la diminution de l'importance accordée par la politique régionale, au niveau des États, au conflit israélo-arabe en général et à la question de la Palestine en particulier, et l'évolution des positions d'un certain nombre d'États arabes concernant leurs relations avec Israël sont des changements importants survenus dans l'ordre régional actuel dans la région MENA. Des relations institutionnalisées entre Israël et un nombre croissant d'États arabes – qui ne sont pas les voisins immédiats d'Israël – pourraient indiquer un changement dans l'ordre régional. En d'autres termes, nous assisterions à une transformation assez radicale de l'ordre régional si les relations officielles avec Israël devenaient la norme, ou si la Palestine ne mobilisait plus l'opinion publique arabe.

### 3.2.2 LA SÉCURISATION SECTARISTE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Au niveau régional, les États et les acteurs infra-étatiques ont également utilisé la politique identitaire sectariste dans leurs rapports de force avec les États ennemis et en ont fait un outil puissant de mobilisation transnationale. Les politiques et les conflits à caractère sectariste ont offert de nombreuses possibilités d'intervention et d'ingérence concurrentielles. Ainsi, par exemple, au Yémen, en Irak ou en Syrie, l'Arabie saoudite a largement employé la carte sectariste pour mobiliser des clients locaux dans les zones de conflit et comme moyen de discréditer l'Iran (voir, par exemple, Gause 2014 : 5, Ayub 2013, Hashemi et Postel 2017 : 21). De leur côté, l'Iran et le Hezbollah se sont eux aussi livrés à des manœuvres sectaristes de propagande de la peur pour mobiliser les combattants chiites en faveur de la guerre et recueillir des soutiens pour leurs interventions, tout en tentant de délégitimer l'Arabie saoudite et les acteurs liés à Riyad en les qualifiant de wahhabites, d'extrémistes sunnites ou de *takfiris* (voir également Malmvig 2019). Il s'agit là d'une différence importante par rapport à l'époque d'avant 2011, où l'Iran utilisait avec succès le « récit de l'axe de la résistance » et minimisait souvent les différences sectaires entre sunnites et chiites. De même, la Turquie, qui s'est traditionnellement abstenue de légitimer ses politiques régionales en termes sectaristes, a de plus en plus recours au langage sectariste, tout comme, de leur côté, les réseaux djihadistes et les médias sociaux ont amplifié des visions sectaristes du monde. Nous constatons donc une augmentation du nombre de puissances régionales employant un langage sectariste plus explicite, assouplissant l'image de ce qui était autrefois un « tabou sectariste » bien établi ou une norme de non sectarisme qui limitait le recours à un sectarisme agressif dans la région (Haddad 2011, Malmvig 2019).

L'intervention sectariste et la mobilisation transnationale ont ainsi accentué les schémas de conflits dans la région et exacerbé la perméabilité des États (Hinnebusch 2016). En s'alignant sur les groupes sous-étatiques sectaristes, les pouvoirs régionaux ont contribué à affaiblir les ordres étatiques et à brouiller les frontières entre la sphère nationale et la sphère régionale, puisque divers acteurs étatiques et non étatiques sont liés par de puissantes dynamiques et catégories identitaires (voir également Del Sarto 2019). C'est toutefois une arme à double tranchant. En effet, la dynamique des conflits sectaires qui se déploient en Syrie, au Yémen ou en Irak, par exemple, a aussi contribué à intensifier la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran et leurs alliés respectifs, aggravant ainsi les conflits régionaux et les lignes d'hostilité. S'il existe des parallèles évidents avec la guerre froide arabe des années 1950 et 1960, où le panarabisme révolutionnaire et les idéologies

socialistes arabes ont été utilisés de la même façon à des fins de mobilisation, d'intervention et de féroce ingérence transfrontalières, la sécurisation actuelle des identités ethno-religieuses peut indiquer une dynamique de conflit qualitativement différente et une reconceptualisation de l'« intérêt ». Lorsque les acteurs de la sécurisation définissent l'Autre comme un ennemi sectaire, ce dernier doit être combattu, voire éliminé, non pas en raison d'intérêts stratégiques conflictuels ou de versions différentes de la raison d'État, mais en raison de l'identité et/ou des convictions mêmes de l'ennemi (Malmvig 2016b). Lorsque les conflits sont formulés en termes de survie de groupes ethniques ou religieux spécifiques, les buts « objectifs » de guerre semblent passer au second plan, et la désescalade ou le compromis sont plus difficiles à atteindre. La sécurisation des identités peut également déclencher de nouveaux conflits, car les identités sectaires entraînent la peur et la victimisation, faciles à exploiter par la suite (voir également Del Sarto 2018).



**Groupe de réflexion de Beyrouth** : La propagation du sectarisme et la prolongation de la rivalité saoudienne-iranienne sont dangereuses. Les tensions sectaires récentes dans la région, en particulier en Irak et en Syrie, augmentent la probabilité de guerres plus importantes entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Une guerre directe menaçant la sécurité du Golfe et les flux pétroliers n'est pas très probable mais la manipulation des tensions sectaires, elle, l'est.

Toutefois, il est sans nul doute trop simple de n'expliquer la politique régionale que par des notions d'antagonismes sunnites-chiites. Une telle vision peut même conduire à formuler des propositions politiques dangereuses, telles que l'éclatement des États selon des lignes ethno-sectaires, le renforcement des pratiques répressives des gouvernements autocratiques ou le renforcement d'une conception orientaliste d'un Moyen-Orient où « tout passe par la religion », et où les conflits sont donc endémiques à la région. Il y a en effet plusieurs facteurs transversaux qui viennent tempérer la dynamique sunnite/chiite. Au niveau régional, les alliances et les rivalités continuent d'être guidées par des intérêts stratégiques réalistes et des considérations d'équilibre des pouvoirs, plutôt que par l'affiliation ou l'appartenance sectaire. Par exemple, l'Iran, le Hezbollah et le régime d'Assad sont à nouveau des alliés du Hamas « sunnite », et les liens étroits qui unissent le régime d'Assad et Téhéran sont fermement ancrés dans l'importance géostratégique de la Syrie vue comme arme de dissuasion brandie par l'Iran en direction d'Israël. Certes, le régime d'Assad est dominé par les Alaouites, mais il entretient des liens étroits avec les chrétiens, les druzes et d'autres groupes minoritaires. Il s'est par ailleurs largement assuré le concours de la classe économique sunnite aisée et s'est approprié certaines pratiques religieuses des sunnites, tout en affectant une pose laïque (voir, par exemple, Salamandra 2004, Phillips 2015). De même, pour comprendre pourquoi plusieurs gouvernements arabes se rapprochent d'Israël, ce ne sont évidemment pas les affiliations sectaires qui peuvent servir d'explication. En revanche, une perception commune des menaces est un facteur essentiel de ce rapprochement. Bien que l'Arabie saoudite se projette comme leader d'une alliance régionale sunnite, elle n'a certainement pas l'approbation du Qatar et de la Turquie à ce sujet – et tous deux continuent à entretenir des politiques étrangères et des liens avec Téhéran indépendamment de Riyad. En résumé, en matière de politique régionale moyen-orientale, il est donc difficile de parler aujourd'hui d'un « camp



sunnite » cohérent ou d'une alliance chiite qui lui serait opposée.

Ainsi, à une époque où les références aux normes arabes fondamentales ou aux identités panarabes ont perdu une grande partie de leur attrait transnational et de leur capacité de mobilisation, les référents sectaires semblent offrir un sens (nouveau) de l'authenticité et une histoire sectaire commune, que les acteurs étatiques et infra-étatiques peuvent utiliser dans leurs interventions concurrentes et leurs jeux régionaux de pouvoir. Une fois déclenchées, les craintes qu'inspire l'« Autre » sectariste sont difficiles à désamorcer, et les conflits identitaires sectaires peuvent s'avérer plus difficiles à gérer et plus enracinés. Pourtant, les divisions entre sunnites et chiites ne sont qu'une des nombreuses lignes transversales d'hostilité et d'amitié au Moyen-Orient aujourd'hui, et les formations d'alliances et les rivalités sont fortement influencées et atténuées par des facteurs non sectaires.

### 3.2.3 CHANGEMENT VERSUS STATU QUO

La réarticulation d'une rivalité régionale qui oppose les acteurs se positionnant pour ou contre la chute des régimes autoritaires dans plusieurs pays de la région est l'un des nouveaux éléments du contexte post-2011. Dans une large mesure, ces positionnements étaient liés à l'idée qu'il y avait là soit une occasion d'étendre son influence régionale, soit une menace pour la survie de son propre régime. La confrontation idéologique s'est intensifiée après l'éviction de Morsi en Égypte en juillet 2013, créant ainsi une confrontation idéologique à l'échelle régionale entre le Qatar et la Turquie, d'une part, et les ÉAU, l'Arabie saoudite et l'Égypte, de l'autre. Cette situation a été décrite comme une « guerre froide intra-sunnite » (Gause 2014) ou une « nouvelle guerre froide arabe » (Valbjørn et Bank 2012, Khoury 2013, Ryan 2015, Salloukh 2017 : 660, Hazbun 2018), évoquant ainsi la confrontation idéologique entre les républiques révolutionnaires (dirigées par l'Égypte) et les monarchies conservatrices (dirigées par l'Arabie Saoudite) qui ont façonné l'ordre régional depuis le courant des années 1950 jusqu'à la mort de Nasser en 1970. Pendant cette période, les puissances régionales s'étaient mêlées de la politique intérieure de leurs voisins, ce qui avait accru l'insécurité des régimes et la nécessité de contrecarrer ces menaces (Kerr 1971, Walt 1987). Après 2011, nous voyons poindre les signes d'une dynamique similaire.

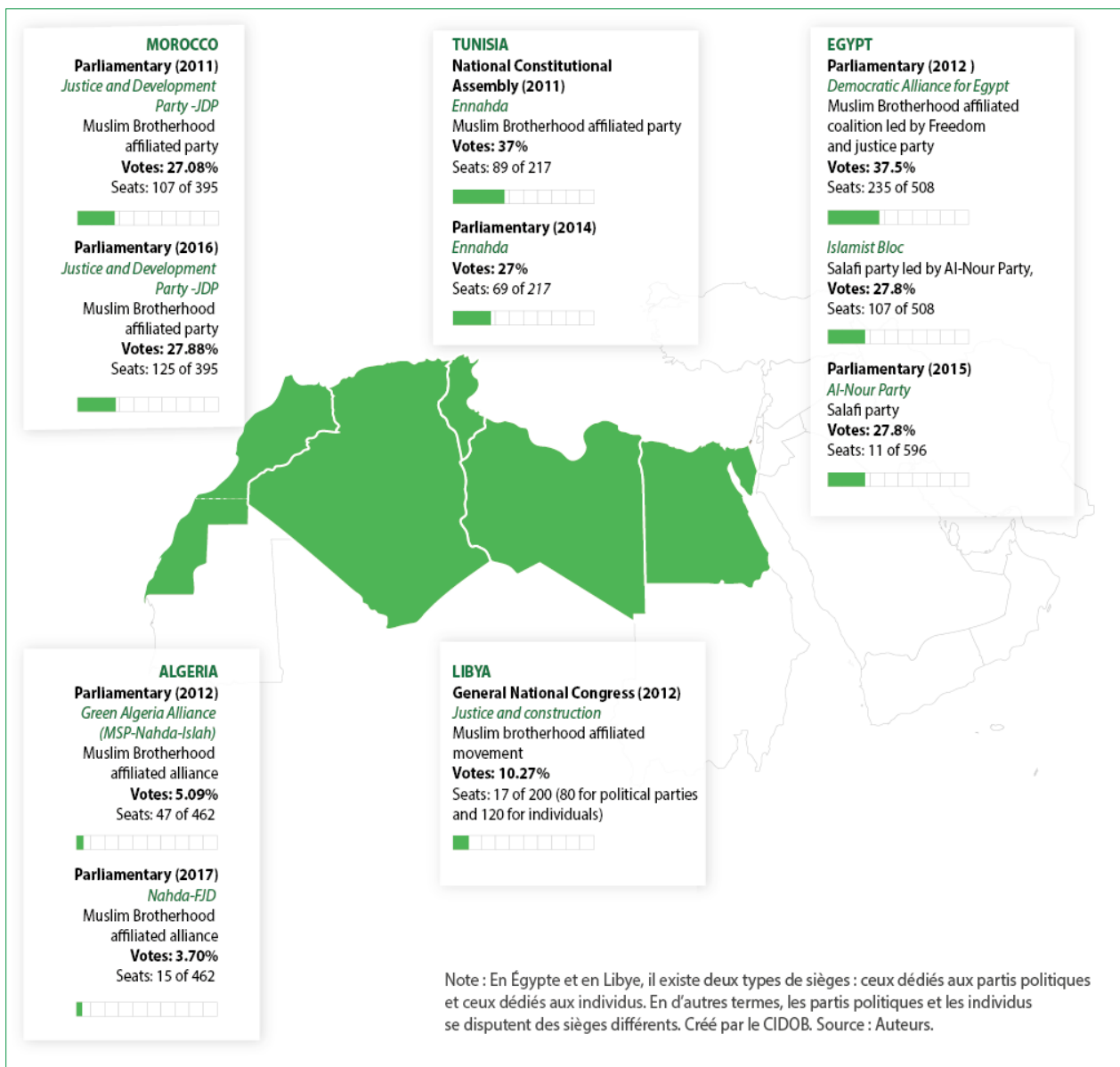
La lutte régionale entre deux camps du même bord idéologique s'est manifestée à la fois par l'implication des puissances régionales dans les transitions politiques et par le soutien offert à des parties rivales dans les conflits régionaux. La chute des dirigeants autocratiques et l'amorce de transitions politiques en Afrique du Nord ont permis de renforcer les Frères musulmans en tant qu'acteurs politiques transnationaux (voir figure 3). Deux des puissances régionales montantes, le Qatar et la Turquie, se sont félicitées de cette évolution. Cependant, Doha et Ankara n'ont pas présenté ce soutien comme le résultat d'une solidarité idéologique, mais plutôt comme un effort visant à soutenir les aspirations populaires et à épauler le changement politique. Ainsi, le ministre turc des Affaires étrangères de l'époque, Ahmet Davutoglu, a annoncé une alliance stratégique entre les deux pays, conçue comme « l'axe de la démocratie » venu sous-tendre un « nouvel ordre » pour toute la région (voir, par exemple, Shadid 2011).

En revanche, l'Arabie saoudite et les ÉAU ont d'abord soutenu des régimes autoritaires afin qu'ils puissent résister aux pressions. Par la suite, ils ont apporté un soutien financier et politique aux rivaux nationaux des Frères musulmans. Par exemple, les ÉAU ont soutenu les mouvements



anti-Ennahda en Tunisie, tandis que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont grandement soutenu le gouvernement d'Al-Sissi après la chute du gouvernement des Frères musulmans en 2013<sup>18</sup>. Encore une fois, il ne s'agissait pas d'une position antidémocratique, mais d'un besoin de stabilité et de lutte contre le terrorisme.

**Figure 3** | Performance des partis islamistes aux élections en Afrique du Nord (2011-2017)



La rivalité se manifeste également dans la manière dont les puissances régionales se positionnent face aux conflits régionaux. Ce n'est bien sûr pas la première fois que des acteurs régionaux

<sup>18</sup> Le Qatar a rapidement retiré son soutien financier, mais l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont comblé le vide en annonçant le versement de 8 milliards de dollars d'aide sous différentes formes. Cette injection de liquidités a été vitale pour maintenir l'économie à flot.

interviennent et s’immiscent dans les affaires d’autres États sur des lignes idéologiques : au cours des décennies précédentes, les puissances régionales ont, par exemple, soutenu différentes factions palestiniennes, l’Égypte soutenant le Fatah, la Turquie et le Qatar entretenant de bonnes relations avec le Hamas. Après 2011, les deux conflits régionaux où cette rivalité idéologique a été la plus visible sont ceux de Syrie et de Libye. L’un des facteurs qui ont changé le cours de la guerre en Syrie a été la formation d’alliances transnationales « entre différents types d’acteurs, dont les grandes et moyennes puissances régionales, les acteurs étatiques et non étatiques locaux et les puissances internationales » (Khouri 2018 : 4). Plusieurs puissances ont soutenu des figures de l’opposition et, plus tard, des groupes armés en fonction de leur appartenance idéologique. Tandis que la Turquie et le Qatar ont apporté leur soutien aux affiliés des Frères musulmans, l’Arabie saoudite a soutenu d’autres groupes rebelles, tant laïques que salafistes. Ces différents soutiens ont contribué de manière décisive à désunir le « camp rebelle ». Il est intéressant de noter qu’ils ont également conduit à un réalignment régional du Hamas, qui a donné plus d’importance à la solidarité entre les affiliés des Frères musulmans qu’à sa participation à l’« axe de la résistance » (contre Israël) dirigé par l’Iran. En conséquence de ce changement, la direction du Hamas est passée de Damas à Doha et les programmes d’aide du Qatar et de la Turquie à Gaza ont augmenté.

Enfin, le conflit en Libye, en particulier après la débâcle de la transition en 2014, a également reflété la confrontation entre deux cercles d’acteurs locaux et régionaux d’idéologies antagonistes. Après les élections du 25 juin, deux centres du pouvoir apparaissent : Tripoli, qui a reçu le soutien du Qatar et de la Turquie, et Tobrouk, soutenu par les Émirats et l’Égypte. Ces quatre pays ne sont pas les seuls acteurs régionaux à avoir pris parti, mais ce sont les plus influents. Cette participation s’est traduite par un soutien financier et militaire des parties au conflit. Dans le camp des anti-Frères musulmans, elle a même déclenché le lancement d’opérations militaires sur le sol libyen<sup>19</sup>. L’implication de toutes ces puissances régionales, dont certaines sont relativement nouvelles au Maghreb et dans le grand jeu de pouvoir, comme le Qatar et les ÉAU, indique qu’en 2014, le conflit libyen était devenu une guerre par procuration dotée d’une forte composante idéologique. Il est également révélateur que les puissances régionales étrangères à cette confrontation idéologique intra-sunnite, comme l’Iran ou Israël, aient fait profil bas dans ce conflit-là.

Comme nous l’avons vu plus haut, cet affrontement idéologique (ou plutôt cette ingérence et cette intervention dans les systèmes politiques d’autres États) rappelle la confrontation entre le statu quo et les pouvoirs révisionnistes d’il y a un demi-siècle. En effet, nous pouvons aujourd’hui aussi regrouper les États respectivement en tenants du statu quo et en révisionnistes. Cependant, de curieux changements se sont produits depuis 2011. L’Iran, autrefois révolutionnaire (ou révisionniste), défend aujourd’hui des institutions « conservatrices du statu quo », comme l’intégrité territoriale et la souveraineté de l’État. En effet, Téhéran s’est opposé au référendum irakien sur l’indépendance des Kurdes et, à partir de 2014, a soutenu de manière décisive Bagdad dans la reprise du contrôle de son territoire par sa campagne anti-État islamique. En Syrie, les Iraniens ont soutenu le régime et rejeté avec véhémence le soutien militaire apporté par les puissances étrangères au camp rebelle, qualifié d’ingérence dans les affaires intérieures syriennes. En

---

<sup>19</sup> Au cours des premiers mois du conflit, l’armée de l’air des Émirats arabes unis a, avec le soutien de l’Égypte, lancé une campagne pour atteindre des cibles contrôlées par le gouvernement à Tripoli. En 2017, l’Égypte a également bombardé Derna, apparemment avec le soutien des Émirats arabes unis, en représailles d’une attaque terroriste menée sur son territoire.

revanche, l'interventionnisme de l'Arabie saoudite au Yémen et le soutien des Émiriens aux groupes sécessionnistes yéménites, les conditions imposées au Qatar pour lever le boycott ou encore les campagnes militaires unilatérales de la Turquie en Syrie du Nord, peuvent tous être interprétés comme des signes que le camp autrefois conservateur/pro statu quo est de plus en plus porté à prendre des risques et à contester l'ordre existant et ses institutions.

### 3.3 MODÈLES DE COOPÉRATION : LES ALLIANCES LIQUIDES ET LE MIRAGE DU RÉGIONALISME

Dans la région MENA, les organisations régionales ont toujours été faibles (voir, par exemple, Aarts 1999, Salloukh et Brynen 2004, Harders et Legrenzi 2008, Fawcett 2013, Ferabolli 2015) et les alliances officielles entre États du Moyen-Orient n'ont jamais été stables. Le concept d'« alliances changeantes » est récurrent dans la plupart des cas. Dans son ouvrage bien connu sur les alliances au Moyen-Orient, Stephen Walt (1987) soutient que la plupart des États sont confrontés au dilemme consistant à choisir entre favoriser l'équilibre ou s'inscrire dans le suivisme, concluant que les États ont tendance à s'équilibrer contre les menaces plutôt que dans le seul but d'exercer le pouvoir. Dans le contexte de l'après-2011, non seulement les alliances continuent de changer, mais elles sont devenues plus volatiles et incohérentes que jamais. Des événements ponctuels ont modifié la perception de ce qui, ou qui, représente une menace et, depuis 2011, les alliances ne portent souvent que sur des questions isolées. Ces alliances fondées sur la peur, qui évoluent rapidement et s'adaptent constamment à des paysages différents, pourraient bien être conceptualisées comme des « alliances liquides » (Soler i Lecha 2017). Dans quelle mesure ces alliances liquides sont-elles différentes de ce que Walt et d'autres chercheurs décrivent comme des « alliances changeantes » ? C'est, d'une part, une question de rythme : les changements se produisent plus souvent et augmentent ainsi la perception que les alliances établies peuvent bientôt se dissoudre. Mais il y a un changement plus fondamental lié à la nature et à la portée de ces alliances : les pays peuvent s'allier sur un front particulier et être en désaccord sur un autre. Dans le passé, les alliances évoluaient, mais étaient beaucoup plus cohérentes. Cela peut être dû à deux facteurs en particulier : la vulnérabilité accrue des régimes et l'entrecroisement de différents conflits régionaux<sup>20</sup>.



**Conférence des stakeholders à Istanbul** : La concurrence géopolitique régionale actuelle est comparable en intensité à celle de la guerre froide, mais elle ne possède pas la cohérence idéologique de cette période.

La peur, plutôt que les projets ou l'identité partagés, est le principal moteur de la formation d'alliances et de contre-alliances dans ce contexte particulier. Avant les soulèvements arabes, plusieurs auteurs avaient déjà avancé l'argument selon lequel les États de la région avaient tendance à accorder une plus grande priorité aux menaces qui mettent la stabilité du régime en péril (Gause 2003, Ryan 2009). Le sentiment accru de vulnérabilité des régimes en place depuis

<sup>20</sup> Pour le concept de conflits croisés, voir Hiltermann (2017).

2011 est sans doute un aspect majeur qui a insufflé une plus grande fluidité dans l'ordre régional. De plus, ces régimes ont observé avec inquiétude que les divisions entre les factions internes sont devenues un facteur clé de la chute des autocrates en place de longue date. Cela signifie que les régimes ne doivent pas seulement craindre leur propre peuple, mais aussi des segments de leur propre structure de pouvoir. Enfin, la méfiance s'est étendue aux alliés internationaux, du moins pour les pays qui comptaient principalement sur l'appui de l'Occident. L'une des leçons de 2011 a été que les États-Unis et l'Europe n'étaient pas disposés à s'engager activement dans la protection de leurs partenaires dans la région. En conséquence, la plupart des régimes de la région semblent être parvenus à la conclusion qu'ils doivent compter sur leurs propres capacités pour protéger leurs intérêts nationaux ou la sécurité de leurs régimes. Le Qatar fait peut-être exception à cette tendance générale, car il dépend de plus en plus de l'appui militaire fourni par la Turquie.

L'éclatement de conflits régionaux simultanés et croisés (Syrie, Yémen et Libye) a accru la fluidité de la formation des alliances. Le sentiment de manque de fiabilité des alliés a également suscité une plus grande détermination face aux rivaux régionaux. En outre, les pays qui se définissent comme alliés n'accordent pas nécessairement la même importance à chacun des conflits régionaux. Même lorsque les alliés s'entendent sur qui ou quoi constitue la menace, ils ne suivent pas nécessairement les mêmes stratégies et politiques, comme l'illustre bien la position différente de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et des ÉAU, souvent décrits comme des alliés, sur des questions régionales clés. Par exemple, leur différence de position différentes vis-à-vis de la Syrie a provoqué une dispute entre Riyad et Le Caire en 2016. Ce désaccord a atteint son point culminant lorsque l'Égypte s'est alignée sur la Russie au sujet d'une résolution de l'ONU sur Alep et que, en représailles, l'Arabie saoudite a coupé ses livraisons de pétrole à l'Égypte. Le profil bas affiché par Abou Dabi au sujet de la Syrie, pour ne pas parler de quelques contacts en coulisse avec le régime d'Assad – alors que d'autres pays du Golfe faisaient résolument campagne pour sa chute –, est également révélateur. Des incohérences similaires peuvent être constatées en ce qui concerne le conflit au Yémen : la contribution de l'Égypte à l'opération Tempête décisive dirigée par les Saoudiens a été très mineure, et, au lieu de combattre les Houthis, Abou Dabi a priorisé la lutte contre Al-Qaïda. En ce qui concerne la Libye, la convergence et la coopération entre l'Égypte et les Émirats sont élevées, mais l'Arabie saoudite semble suivre une voie différente : au lieu d'investir dans Haftar, elle projette son influence en appuyant l'expansion du mouvement salafiste madkhaliste en Libye. À l'intérieur de l'« axe de la résistance », des divisions ont également émergé. Comme indiqué plus haut, lorsque la guerre syrienne a éclaté, le Hamas a décidé de soutenir les rebelles, rompant ainsi ses liens antérieurs avec Damas et remettant en question la stratégie de l'Iran sur ce conflit-là.

Les tensions persistantes entre alliés et les affrontements ouverts entre rivaux ont sapé le rôle des institutions et des organisations officielles de la région MENA. Au début, les soulèvements arabes de 2011 semblaient ouvrir une importante fenêtre d'opportunités pour la coopération régionale et pour des mécanismes de sécurité coopérative (Muasher 2012, Malmvig 2013 : 30, Beck 2015), mais celle-ci s'est assez rapidement refermée (Del Sarto et Soler 2018). Le cas de la Ligue arabe en est un exemple éloquent. Cette organisation, souvent qualifiée d'inefficace ou d'inutile, a pris à l'égard de la Libye et de la Syrie des mesures audacieuses qui reflétaient « un changement tant dans sa conception initiale que dans son comportement général » (Korany 2013 : 93). Pourtant, dès 2013, les transferts de pouvoir et un sentiment accru de vulnérabilité ont

favorisé la concurrence intra-arabe, renforcé les rivalités préexistantes et même créé de nouvelles rivalités, poussant ainsi la Ligue arabe à revoir son ambition à la baisse. En fait, elle est devenue l'une des nombreuses plates-formes de mise en scène des rivalités plutôt qu'un mécanisme de coordination des réponses aux menaces communes.

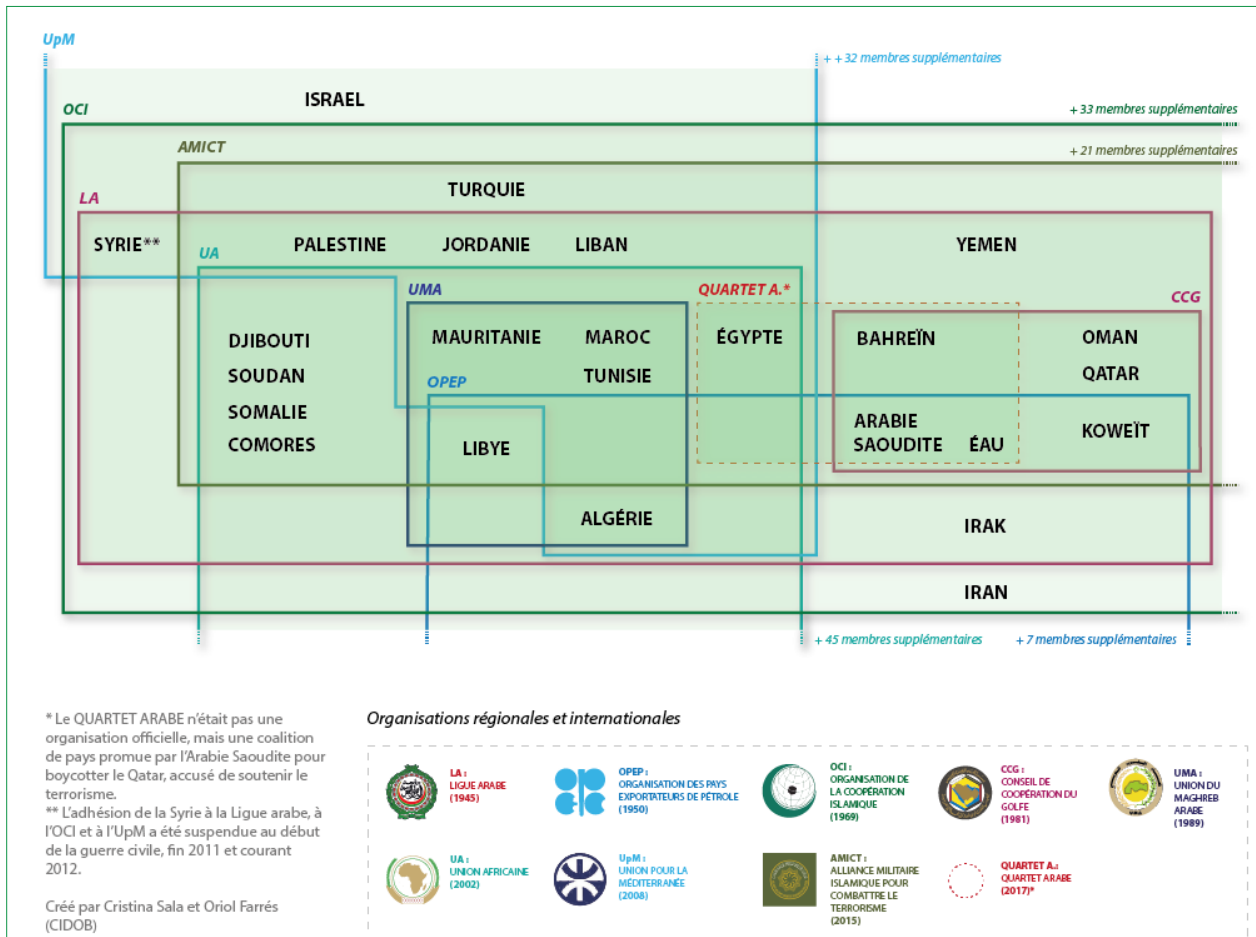


**Entretien avec un fonctionnaire d'une organisation internationale en Arabie saoudite** : Les organisations multilatérales pourraient encore jouer un rôle. Et cela inclut l'ONU mais aussi le CCG ou la Ligue arabe malgré la situation dans laquelle ils se trouvent actuellement. Pourquoi ? Parce que les États individuels se rendront compte qu'ils ne peuvent pas relever seuls bon nombre de leurs défis.

Les effets de ces rivalités sur le CCG ont été encore plus graves. Cette organisation a autrefois été applaudie pour avoir réussi là où d'autres projets régionalistes avaient échoué et, il n'y a pas si longtemps, certains de ses membres avaient même proposé la possibilité de la transformer en une Union du Golfe. Cependant, depuis 2017, le boycott de trois de ses six membres contre un autre, le Qatar, a porté un dur coup à sa crédibilité et à sa viabilité. Bien que le CCG ait déjà connu des revers, l'intensité de cette crise est sans précédent. En tant qu'organisation, le CCG ne peut pas faire grand-chose pour désamorcer la crise parmi ses membres. En revanche, il en a subi les conséquences. Les hostilités entre les pays du CCG et ce que l'on a qualifié de « tournant exclusionnaire dans la politique du CCG » (Ulrichsen 2018) ont remis en question les principes de base sur lesquels l'organisation a été fondée et ont suscité une discussion sur les risques d'une désintégration du CCG ou, au mieux, de sa transformation en une coquille vide.

La crise des structures régionales traditionnelles est accentuée par deux autres phénomènes : l'établissement de « relations spéciales » bilatérales et la création de mécanismes de coordination multilatérale qui excluent consciemment certains acteurs régionaux. La création en 2018 d'un Conseil de coordination saoudien-émirien et l'intensification de la coopération entre le Qatar et la Turquie, qui concerne également le domaine militaire, ont sans nul doute contribué à briser l'unité du Golfe. De même, le Quartet arabe – formé par les quatre pays se trouvant à l'origine du boycott du Qatar – ou l'Alliance militaire islamique pour combattre le terrorisme (AMICT), dirigée par l'Arabie saoudite, sont fondés sur l'idée d'exclure certains acteurs régionaux : le Qatar dans le cas du Quartet arabe, l'Iran et ses alliés régionaux dans le cas de l'AMICT (voir figure 4). La vieille idée d'une progression de la région MENA vers une sorte d'architecture de sécurité devient encore plus improbable dans ces circonstances. En fait, la création éventuelle d'une alliance stratégique dirigée par les États-Unis au Moyen-Orient, également appelée OTAN arabe, pourrait renforcer cette tendance, car elle exclurait non seulement de grandes puissances régionales telles que la Turquie et l'Iran, mais aussi des États arabes comme l'Algérie ou l'Irak. Cette initiative fragmenterait encore davantage la région et s'ajouterait aux clivages imbriqués que nous avons décrits plus haut.

**Figure 4 | Le régionalisme et au-delà : cartographie des organisations régionales et internationales dans la région MENA**



### 3.4 DÉPLACEMENT DES CENTRES DE GRAVITÉ : LE GOLFE ET L'AFRIQUE

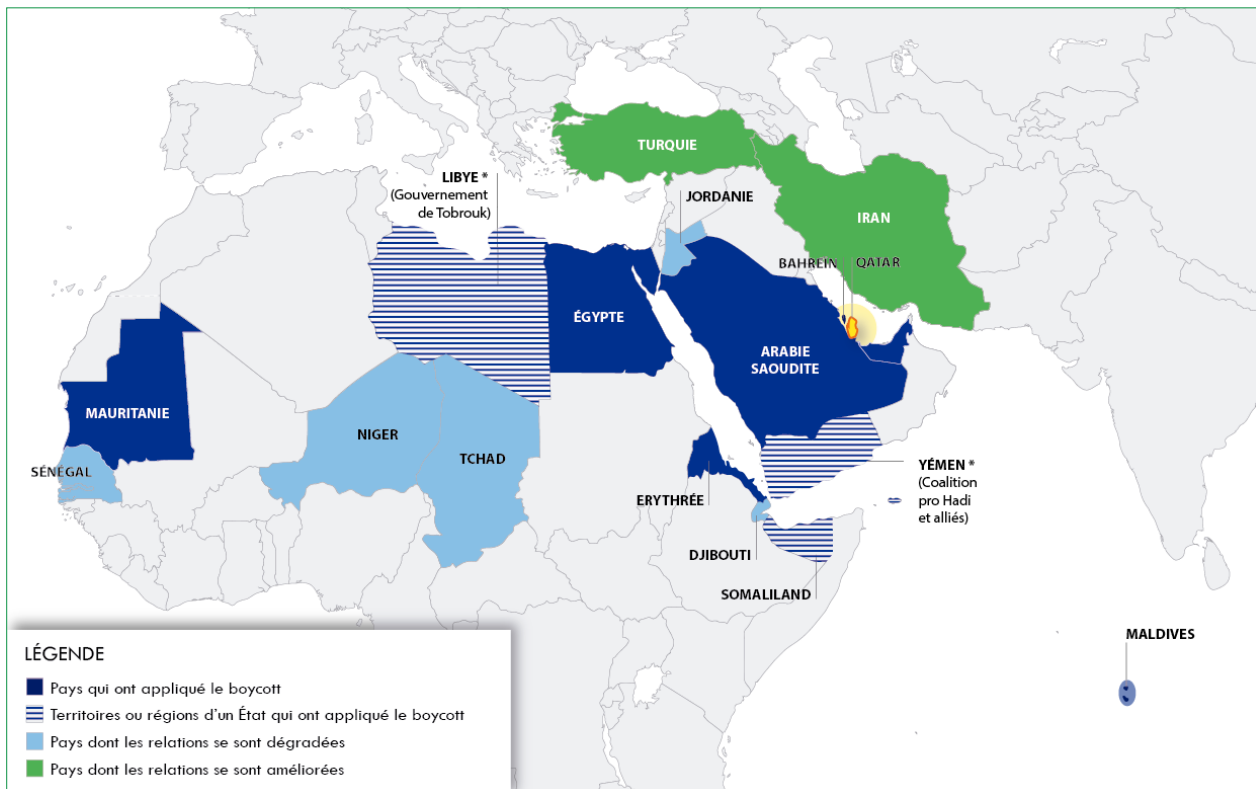
La région MENA est composée de trois complexes sous-régionaux, à savoir le Maghreb, le Machrek/Levant et le Golfe. Depuis 2011, on assiste à des changements significatifs dans leur poids relatif et dans les relations qui les unissent. Le Golfe a remplacé le Machrek/Levant comme épice de rivalités géopolitiques, et le Maghreb – mais aussi d'autres parties du Moyen-Orient – s'est tourné vers le continent africain. L'effondrement de ce que l'on peut appeler « l'ancien ordre arabe » a facilité l'émergence du Golfe comme nouveau moteur de la région MENA. Le vide de pouvoir laissé par le déclin relatif de l'Égypte et la neutralisation de la Syrie et de l'Irak en tant que puissances régionales, la prolifération des conflits régionaux venue éclipser le conflit arabo-israélien, la politique américaine, d'intervention tout d'abord et de désengagement ensuite, et l'abondance des ressources disponibles dans plusieurs capitales du Golfe ont augmenté l'ambition et la confiance en soi de plusieurs dirigeants du Golfe (Lynch 2018).

Comme indiqué plus haut, les pays du Golfe jouent un rôle majeur dans la création et le maintien des clivages qui fracturent la région. Ces rivalités se sont manifestées ostensiblement dans le



Golfe, par exemple lors de l'affrontement entre le CCG et l'Iran au milieu du déploiement des forces du *Bouclier de la Péninsule* à Bahreïn en 2011, et lors du boycott du Qatar par les Saoudiens et les Américains en 2017. Les effets de ces événements ont dépassé cette sous-région, exerçant une pression sur les acteurs n'appartenant pas au Golfe pour qu'ils prennent parti (voir Figure 5).

**Figure 5** | Le boycott du Qatar : prises de position



L'une des nouveautés du contexte post-2011 est que les rivalités du Golfe ont atteint l'Afrique du Nord, différentes monarchies du Golfe se mêlant de la transition politique en Tunisie et soutenant des camps opposés en Libye (Soler i Lecha 2018, Cherif 2017). Paradoxalement, alors que les pays du Golfe sont ainsi devenus de plus en plus influents au Maghreb, les gouvernements et les sociétés de cette sous-région se sont tournés vers l'Afrique. Les liens croissants du Maghreb avec le reste du continent africain se manifestent dans de multiples domaines, tels que la sécurité au Sahel, l'investissement en Afrique de l'Ouest, la diplomatie culturelle et religieuse, la participation aux organisations régionales africaines, la question des migrations et des réfugiés et la tentative de consolider un lien diplomatique et économique Europe-Maghreb-Afrique. Ces nouveaux liens sont le signe d'une autonomie accrue du Maghreb en tant que sous-région, ou du moins d'une volonté d'être plus autonome. Il est intéressant de noter que les acteurs locaux perçoivent la présence du Golfe au Maghreb et en Afrique en général comme un facteur de déstabilisation, tandis que le potentiel d'une coopération intercontinentale entre l'ensemble de l'Afrique et l'UE est considéré comme une opportunité pour le Maghreb<sup>21</sup>.

21 Cette question est devenue l'un des principaux points de discussion du groupe de discussion du MENARA qui s'est réuni à Rabat en juillet 2018.





**Groupe de réflexion de Rabat :** Il y a une ingérence croissante des pays du Moyen-Orient et du Golfe dans le Maghreb. Ces pays ont également une responsabilité dans les problèmes actuels du Sahel. Les pays du Maghreb devraient se mettre d'accord sur un agenda commun, en particulier lorsque les pays du Golfe tentent d'intervenir dans la région. Dans une certaine mesure, le Golfe peut agir en tant que fédérateur externe.

Les pays du Maghreb ne sont pas les seuls à porter leur attention sur le continent africain. Le cas le plus évident est celui de l'Égypte, qui fait toutefois preuve d'une certaine continuité avec la période antérieure à 2011 : Le Caire a une solide tradition diplomatique d'engagement dans les affaires africaines ainsi que des intérêts vitaux dans le bassin du Nil. Ce qui est relativement nouveau, c'est l'intérêt de la Turquie pour l'Afrique. Alors qu'en 2009, Ankara ne comptait que douze ambassades sur le continent, ce nombre est passé à quarante et une en 2018. Les pays du Golfe ont également commencé à accorder plus d'attention à cette région et en particulier à leurs voisins les plus proches de la Corne de l'Afrique. Les efforts de médiation déployés par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en Érythrée et en Éthiopie peuvent être considérés comme les résultats concrets d'une stratégie qui vise à renforcer les liens entre les deux rives de la mer Rouge.

Le déplacement des centres de gravité dans la région MENA peut être appréhendé à la fois comme le résultat et la cause des défis auxquels l'ordre régional est confronté depuis 2011. À bien des égards, ces changements sont liés à une dynamique mondiale plus large. Par exemple, et comme nous l'expliquons dans la section suivante, les politiques américaines ont contribué de manière décisive à renforcer la confiance en soi du Golfe. De même, le tournant vers l'Afrique n'est pas une exclusivité des pays de la région MENA, mais une tendance que l'on peut également remarquer dans les politiques de la Chine envers cette région.

#### 4. LA PERMÉATION INTERNATIONALE ET LE DEGRÉ D'AUTONOMIE RÉGIONALE

Les puissances extérieures ont toujours cherché à empêcher les États du Moyen-Orient de mener une politique étrangère trop indépendante et à interdire à la région de s'organiser de manière autonome, ce qui a entravé l'émergence de puissances et de normes régionales révisionnistes fortes (Ehteshami et Hinnebusch 1997)<sup>22</sup>. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont, par exemple, tristement célèbres pour avoir organisé le coup d'État militaire qui a renversé Mossadegh, démocratiquement élu en Iran. La France et le Royaume-Uni se sont associés à Israël pour reprendre le canal de Suez à Nasser, tout comme l'Union soviétique a cherché à répandre les idées communistes, infiltré l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et les mouvements kurdes et basé un temps plus de 20 000 soldats en Égypte (Halliday 1987). Par le biais de transferts d'armes, de bases militaires et de milliards d'aide directe, l'Europe, les États-Unis et l'URSS ont indiqué aux États du Moyen-Orient la direction à prendre et, à différents moments, ils ont subordonné la dynamique de la sécurité régionale à leurs propres agendas extérieurs ou l'ont exacerbée en fonction de ces derniers.

22 Cette section et les suivantes sont partiellement basées sur Malmvig (2018).



**Groupe de réflexion de Beyrouth** : La région du Machrek en particulier a connu plus d'un siècle d'interventions continues qui ont soit bloqué certaines formes particulières d'ordre régional autochtone (par exemple, l'arabisme), soit tenté d'établir des formes « stables » favorables à l'Occident (par exemple, pour assurer la supériorité militaire israélienne, protéger les ressources et l'accès pétroliers dans le Golfe, ainsi que la survie de leurs États clients...). De telles interventions ont donc contribué à façonner les rivalités régionales et les rapports de force et ont même influencé les affaires nationales et intérieures de nombreux États.

Pourtant, la rivalité entre les superpuissances de la guerre froide a également laissé une certaine marge de manœuvre aux gouvernements de la région MENA. Ils n'ont jamais été de simples États clients soumis à la cravache et aux bons désirs de mécènes extérieurs (voir par exemple El-Doufani 1992, Karsh 1997). Les États du Moyen-Orient ont réussi à obtenir des concessions et des moyens de pression en dressant les deux superpuissances l'une contre l'autre, en entraînant des puissances dans des conflits locaux, parfois contre les intérêts immédiats de ces puissances, en menaçant de changer d'alliance, voire, dans certains cas, en en changeant. L'Égypte de Sadate est connue pour avoir expulsé les soldats soviétiques du pays et avoir reporté sur les États-Unis sa loyauté envers l'Union soviétique. L'Arabie saoudite a utilisé son arme pétrolière contre l'Occident, et Israël n'a jamais été très soumis aux exigences des États-Unis. Et alors que l'Europe était « submergée » par la dynamique de la guerre froide, le Moyen-Orient conservait sa propre interconnectivité arabe et sa propre dynamique de sécurité autochtone, où les lignes d'amitié et d'hostilité traversaient la rivalité et les préoccupations sécuritaires des deux superpuissances, ou l'emportaient sur elles (Buzan et Wæver 2003).

À la fin de la guerre froide, cette marge de manœuvre régionale s'était considérablement réduite. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis étaient désormais le seul acteur. La guerre du Golfe de 1991 et le processus de paix de Madrid ont ouvert la voie à une nouvelle *Pax Americana*, où même d'anciens acteurs révisionnistes comme la Syrie et l'OLP se sont pliés aux exigences américaines (Ehteshami et Hinnebusch 1997). Aujourd'hui, cependant, le temps de l'unipolarité américaine est depuis longtemps révolu. L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et ses conséquences catastrophiques, le retrait des États-Unis de la région et la volonté de la Russie de combler le vide de pouvoir en Syrie, sans compter la Chine qui fait jouer ses muscles économiques dans toute la région, ont créé une nouvelle réalité, où les États-Unis ne sont plus qu'une parmi tant d'autres puissances mondiales. En conséquence, les pays de la région MENA disposent d'une plus grande marge de manœuvre dans leurs politiques étrangères. En outre, ils peuvent faire appel aux puissances mondiales et façonner leurs perceptions en matière de sécurité. Ainsi, la dynamique sécuritaire de la région MENA montre des signes d'une plus grande indépendance par rapport à l'après-guerre froide.



**Groupe de réflexion de Beyrouth** : Avec le déclin de l'ordre américain, des pays comme la Russie, la Turquie et l'Iran influencent maintenant plus visiblement l'ordre régional.

## 4.1 POLITIQUES ÉTRANGÈRES INDÉPENDANTES ET MARGE DE MANŒUVRE

La Turquie est un exemple révélateur de la manière dont les gouvernements du Moyen-Orient peuvent mener des politiques étrangères indépendantes de la volonté des puissances mondiales, voire en contradiction totale avec elles. Bien que membre de l'OTAN et traditionnellement un proche allié de l'Occident, Ankara a réussi à suivre son propre programme de sécurité sur les questions régionales les plus conflictuelles, telles que la guerre syrienne, les relations avec l'Iran et le blocus du Qatar imposé par les Saoudiens. Dans le dossier syrien, la Turquie, ardente partisane de l'opposition syrienne, a œuvré pour la création d'une zone d'exclusion aérienne, empêché les groupes kurdes soutenus par les États-Unis (YPG et YPJ) d'obtenir un territoire contigu à sa frontière et n'a participé à la lutte contre l'État islamique (Al-Istrabadi 2018 : 184-6) que très tard et à contrecœur. Il s'en est suivi de multiples conflits ouverts, des menaces de confrontation militaire avec les États-Unis à Manbij et la destruction en vol d'un avion russe en novembre 2015. Un an plus tard, la Turquie lançait sa première opération terrestre (opération *Bouclier de l'Euphrate*) dans le nord de la Syrie pour éliminer les groupes dits terroristes – y compris les forces de l'YPG soutenues par les États-Unis. Plus tard, l'offensive d'Afrine a été lancée pour « éradiquer » les milices kurdes, selon Erdoğan (Shaheen et Wintour 2018). Les États-Unis ont regardé tout cela avec une apparente inquiétude, mais sans faire grand-chose.

À l'heure actuelle, bien que les États-Unis et la Russie entretiennent des liens étroits avec les Kurdes syriens, les deux puissances semblent avoir discrètement répondu aux principales préoccupations d'Ankara en matière de sécurité, notamment en acceptant la présence militaire turque tant dans les régions frontalières du nord que dans le gouvernorat d'Idleb. Sur la scène diplomatique, la Turquie a également tiré profit de sa double relation avec les États-Unis et la Russie. Bien que la Turquie fasse partie du Groupe des Amis de la Syrie, dominé par l'Occident, Ankara joue en même temps un rôle de premier plan dans la voie diplomatique concurrente de la Russie (voir les pourparlers d'Astana et de Sochi) et coopère avec la Russie sur les accords de désescalade et récemment sur les zones tampon démilitarisées d'Idleb. En intervenant militairement, en équilibrant et parfois en se dressant contre les deux puissances mondiales, la Turquie a probablement obtenu un siège permanent à toute table de négociation future sur la Syrie et la capacité de décider du sort des régions cruciales du Nord.

L'Égypte, l'Arabie saoudite et certains petits États du Golfe ont eux aussi vu leur marge de manœuvre s'élargir, même sur des questions de sécurité et des questions militaires fondamentales. Riyad a eu carte blanche au Yémen, où le royaume mène une campagne militaire brutale contre les Houthis et cherche à remettre l'ancien président Mansour Hadi au pouvoir. En 2014, l'Égypte et les ÉAU ont lancé à deux reprises des frappes aériennes secrètes en Libye contre les forces islamistes présentes autour de Tripoli sans en informer les États-Unis ni demander leur accord préalable. Cela aurait été impensable il y a quelques années à peine. Et étonnamment, lorsque le Premier ministre libanais Hariri a soudainement démissionné et a été assigné à résidence à Riyad en 2017, l'administration américaine a de nouveau semblé tomber des nues.



**Groupe de discussion de Bruxelles** : Dans l'ensemble, la Russie aspire à combler les vides de manière opportuniste tout en bénéficiant d'une stratégie mercantiliste qui donne la priorité aux marchés de l'énergie et des armes.

L'ensemble de la région considère que le retour de la Russie et la montée en puissance de la Chine modifient profondément l'équilibre géopolitique. Dans le cas de la Russie, le Moyen-Orient est devenu un domaine par procuration où manœuvrer dans la lutte politique mondiale afin de gagner un siège parmi les grandes puissances, et donc un moyen de poursuivre ses intérêts géostratégiques (Póti 2018 : 13). L'implication de Moscou dans la guerre de Syrie a fait de la Russie une puissance internationale dotée d'une plus grande influence diplomatique que les États-Unis, affirme Rami Khouri (2018 : 6). La Chine commence également à être perçue comme un acteur influent dans la région MENA. Comme dans le cas de la Russie, le Moyen-Orient est un instrument de pouvoir, mais l'objectif n'est pas seulement le statut – qui permettrait à Pékin de se présenter comme une superpuissance mondiale responsable. Son engagement dans la région offre également à la Chine un moyen de soutenir son économie, dépendante de l'approvisionnement énergétique du Golfe, et de sécuriser les routes maritimes qui lui permettent d'importer des matières premières et d'exporter des marchandises. Pour l'instant, la Chine est restée discrète sur des questions hautement politisées ou conflictuelles et n'a pas manifesté le désir de devenir un fournisseur de sécurité (Quero 2019). Toutefois, certaines décisions, telles que l'ouverture d'une base navale à Djibouti, des investissements dans le méga-projet d'infrastructure de la Nouvelle Route de la soie ou sa volonté de participer aux efforts de reconstruction de la Syrie, indiquent que le rôle de la Chine dans cette région est appelé à se renforcer.



**Entretien avec un expert chinois** : Je ne suis pas sûr du rôle et de l'influence futurs de la Chine dans la région. Nous n'avons jamais été un acteur critique dans la région. Aujourd'hui, l'initiative de la Nouvelle Route de la soie montre que nous sommes intéressés. Pourtant, ce sont les superpuissances traditionnelles, et en particulier les États-Unis, qui continueront à jouer un rôle crucial dans l'avenir de la région.

Ces avancées ont été très bien accueillies par les pays de la région qui étaient en désaccord avec les États-Unis. L'Iran et la Syrie peuvent désormais contourner les régimes de sanctions et les restrictions commerciales des États-Unis par l'intermédiaire de la Chine et de la Russie, et parfois par l'intermédiaire de l'UE, qui est en train d'élaborer un mécanisme financier pour faciliter la poursuite des échanges commerciaux avec l'Iran, malgré le retrait de l'administration Trump du Plan d'action global commun (accord sur le nucléaire iranien). Plus important encore, les États qui continuent à se présenter comme des alliés des États-Unis sont tout à fait disposés à renforcer leurs liens avec Moscou et Pékin. L'Égypte, l'Arabie saoudite, la Turquie et même Israël sont en mesure de monter les puissances extérieures les unes contre les autres, obtenant ainsi des concessions et des moyens de pression. Plusieurs systèmes d'armement américains ont, par

exemple, été mis en veilleuse en Égypte, puis débloqués après qu'Al-Sissi eut tenu des réunions avec Poutine et que les alliés du Golfe et Israël aient fait pression sur les États-Unis (Miller 2018).

## 4.2 LA FABLE DU « LION ET DU MOUCHERON » : L'ART D'ENTRAÎNER LES PUISSANCES DANS SON SILLAGE POUR LEUR FAIRE ASSIMILIER DES PERCEPTIONS SÉCURITAIRES

Les gouvernements du Moyen-Orient ont même parfois réussi à manœuvrer les puissances mondiales pour faire ce qu'ils n'auraient peut-être pas fait autrement. Souvent, cette dynamique qui ressemble à la fable du « lion et du moucheron » fonctionne de manière assez subtile, tandis que les puissances mondiales intériorisent ou s'emparent sans esprit critique des perceptions sécuritaires de leurs alliés régionaux.

En juin 2017, une alliance dirigée par les Saoudiens a lancé un important blocus contre le Qatar, l'accusant de soutenir l'extrémisme et d'entretenir des relations avec l'Iran. La perception du Qatar en tant que refuge du terrorisme était apparemment partagée par le président Trump lui-même. Deux semaines avant la crise, M. Trump et sa famille se sont rendus à Riyad, pour leur tout premier voyage présidentiel à l'étranger. À Riyad, M. Trump a obtenu un marché d'armes de plusieurs milliards de dollars et participé à un sommet antiterroriste plus retentissant que vraiment utile. Peu après, le président américain publiait un tweet : « On ne peut plus financer l'idéologie radicale. Les leaders ont montré du doigt le Qatar – regardez ! » (Harwood 2018). Trump avait fait de la perception de la sécurité saoudienne la sienne. Le président avait, selon les termes de l'ancien envoyé américain Martin Indyk, « suivi le scénario saoudien/émirien ». Apparemment, Trump ignorait que le Qatar abrite la plus grande base aérienne américaine du Moyen-Orient. Construite par le Qatar à Al Oudeid, elle est utilisée pour des raids contre l'État islamique en Syrie et en Irak (Harwood 2018). Au sein de l'administration Trump, le secrétaire d'État Rex Tillerson entreprenait alors de corriger la situation, s'engageait dans une intense navette diplomatique régionale et signait rapidement un protocole d'accord avec le Qatar. Cependant, les relations étroites de Jared Kushner avec le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et avec le prince héritier émirien Mohammed ben Zayed ont continué à peser lourd sur Trump, et Tillerson a finalement été congédié (Woodward 2018). Les deux princes héritiers se vantent apparemment d'avoir Kushner « dans la poche » (Emmons et al. 2018) et la crise du Golfe n'a toujours pas trouvé de solution aujourd'hui.



**Groupe de discussion de Bruxelles** : Les acteurs régionaux du Moyen-Orient utilisent les puissances internationales pour soutenir leur politique étrangère. Israël et l'Arabie saoudite imposent leur politique étrangère aux pays voisins avec le soutien des États-Unis en échange d'une assistance économique et stratégique.

La préoccupation croissante des États-Unis à l'égard de l'Iran a également sa propre dynamique du « lion et du moucheron », l'administration Trump ayant repris le flambeau des perceptions sécuritaires saoudiennes et israéliennes sur ce pays. Des voix se sont élevées pour empêcher Trump de déchirer l'accord nucléaire iranien pendant un certain temps, mais Trump a fini par en retirer les États-Unis. Netanyahu lui-même s'est attribué le mérite du départ de Trump (Maté

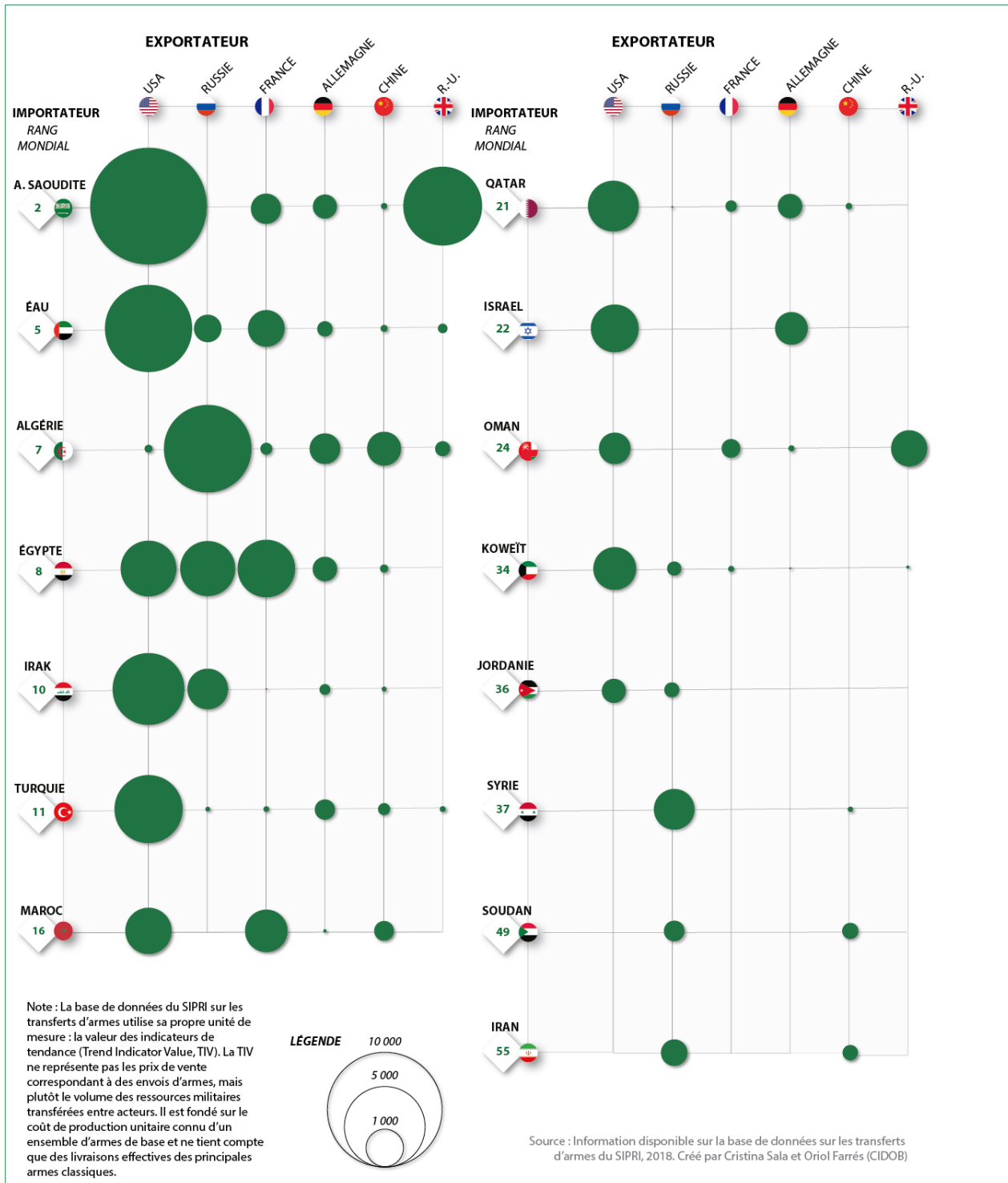
2018). Il ne fait aucun doute que le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, et le secrétaire d'État Mike Pompeo ont poussé Trump plus loin dans cette voie, mais en comparant les déclarations officielles des États-Unis, de l'Arabie saoudite ou d'Israël sur l'Iran, on observe peu de différence dans le langage ou le ton. Faisant écho à ses alliés régionaux, l'administration Trump considère l'Iran comme la plus grande menace dans la région et comme le principal parrain du terrorisme, et accuse Téhéran de vouloir dominer tout le Moyen-Orient. Lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies de 2018, l'Iran a été l'un des principaux sujets du discours de Trump, discours dans lequel il a promis de nouvelles sanctions et des pénalités draconiennes contre les Européens, les plus proches alliés des États-Unis, s'ils ne rompaient pas leurs liens commerciaux avec ce pays. De même, la menace iranienne semble avoir freiné l'impulsion de Trump de se retirer des fronts du Moyen-Orient. Trump a eu beau annoncer à plusieurs reprises qu'il voulait se retirer de Syrie, les États-Unis pourraient y rester – non pas pour pousser le régime Assad à une véritable transition ni pour protéger les Kurdes, mais pour contenir l'Iran, répondant à cela au travail de longue haleine effectué par Israël et l'Arabie Saoudite.

Les États-Unis sont loin d'être la seule puissance mondiale soumise à la capacité des États régionaux d'influencer les perceptions en matière de sécurité et d'attirer des acteurs extérieurs dans des conflits locaux. C'est le général iranien Soleimani qui aurait persuadé la Russie de venir à la rescousse en Syrie en 2015, lorsque Assad et ses alliés étaient en graves difficultés sur le champ de bataille. Grâce à son intervention militaire, la Russie a acquis une grande influence internationale et régionale. Mais la Russie voit aujourd'hui une situation difficile de stabilisation et d'après-conflit – qui rappelle les efforts américains en Irak et en Afghanistan – et une facture de reconstruction estimée à 400 milliards de dollars américains qu'elle est impatiente de partager avec l'Europe. Par deux fois, et peut-être par vœu pieux, Moscou a proclamé que son opération militaire était terminée et que les troupes seraient bientôt renvoyées chez elles. En outre, comme dans le cas des États-Unis, les alliés de la Russie en Syrie ne font pas toujours ce que la Russie voudrait qu'ils fassent. Moscou, par exemple, s'est efforcée d'enrôler les forces dites « auxiliaires » soutenues par le Hezbollah et l'Iran dans l'armée syrienne régulière, mais sans succès. De même, Moscou a d'abord persuadé les forces iraniennes et du Hezbollah de s'éloigner davantage de la frontière sud-ouest de la Syrie avec Israël, mais seulement pour un certain temps. Alors que la guerre syrienne semble toucher à sa fin, les tensions russes avec l'Iran et les nombreuses milices affiliées risquent d'affleurer.

Le Moyen-Orient demeure l'une des régions du monde les plus militarisées et les plus perméables aux dynamiques et rivalités internationales (voir les figures 6 et 7). C'est aussi une région qui continue d'être marquée par des interventions extérieures et des ingérences étrangères. Les puissances mondiales continuent d'avoir une influence considérable, par le biais de transferts d'aide de milliards de dollars, de prêts, d'exportations d'armes, de garanties de sécurité et de commerce. Mais il ne s'agit pas d'une relation protecteur-protégé unilatérale. Les puissances moyennes régionales sont capables de poursuivre leurs propres programmes de sécurité, d'attirer les puissances étrangères et de les monter les unes contre les autres pour en tirer un avantage. Par ailleurs, les tentatives passées et présentes des puissances extérieures d'imposer de grands projets de sécurité, du Pacte de Bagdad à une « OTAN arabe », ont eu d'énormes difficultés à réussir. En outre, comme ce rapport le montre, le lien entre les niveaux national et régional est clairement devenu plus important après 2011 qu'auparavant. L'autonomie régionale s'est accrue, des facteurs principalement endogènes expliquant ce changement.

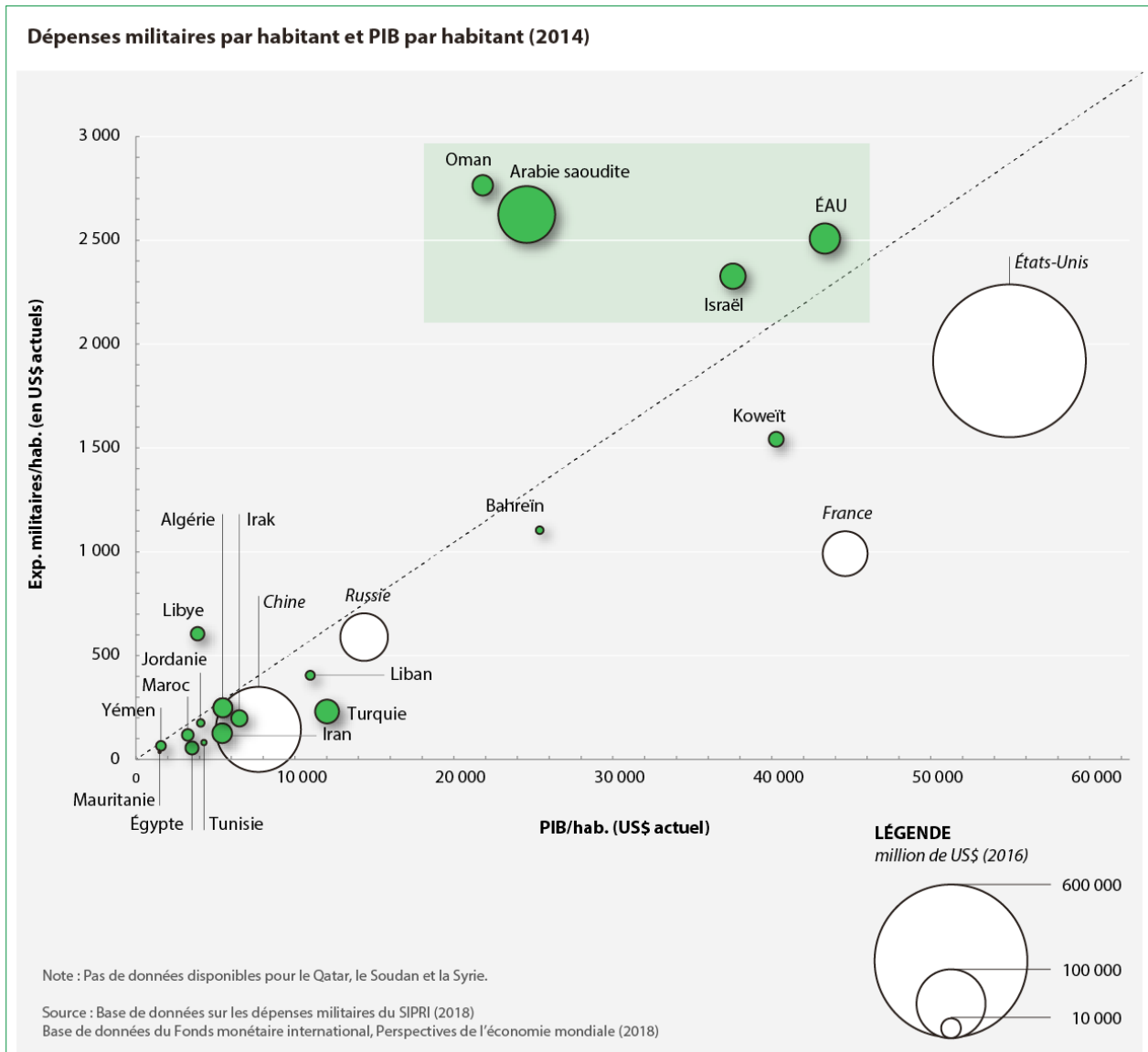


**Figure 6 | Commerce des armes dans la région MENA : qui sont les principaux clients des grandes puissances ?<sup>23</sup>**



23 La région MENA est considérée comme l'un des plus grands marchés d'armes du monde. Les conflits régionaux et les problèmes de sécurité intérieure justifieraient la nécessité d'acquérir davantage d'armes et de nouveaux équipements militaires. Mais les achats d'armes sont aussi un moyen de construire – ou de diversifier – des alliances avec les puissances mondiales, l'acheteur se positionnant ainsi en fonction de leur influence sur la région ou contre cette influence. Une vue d'ensemble des transferts d'armes depuis 2010 montre clairement dans quelle mesure la région MENA s'inscrit dans la concurrence mondiale entre les grandes puissances.

**Figure 7** | Le décalage militaire : le poids de la richesse et de la population dans les budgets militaires<sup>24</sup>



24 La comparaison des dépenses militaires avec la richesse et avec le nombre d'habitants d'un pays permet de savoir si les efforts militaires sont justifiés ou non par le poids démographique et les capacités économiques. Certaines puissances régionales et mondiales – comme la Turquie, l'Iran, la France, la Chine ou même les États-Unis – disposent d'énormes budgets militaires, mais ne dépensent pas tant que cela par habitant et par rapport à leur richesse. En revanche, certains pays à revenu élevé – à savoir l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Israël et Oman – dépensent beaucoup plus que ce à quoi on pourrait s'attendre au vu de leur population, bien moins nombreuse. L'examen des dépenses militaires en termes relatifs montre comment les pays sont militarisés par rapport à leur poids réel.

## CONCLUSIONS

Un certain nombre de faits marquants a touché la région MENA depuis les soulèvements arabes. Bien que le système étatique et les frontières territoriales soient plus résilients qu'on ne le croit généralement, d'importantes transformations ont eu lieu à l'intersection de la politique intérieure et de la politique régionale. Nous avons assisté à l'affaiblissement d'un certain nombre d'États de la région à mesure que les soulèvements se transformaient en conflits armés et que des guerres par procuration se déroulaient dans plusieurs États arabes. Bien que la majorité des États de la région MENA continuent d'être assez forts et dotés d'un appareil militaire robuste, les guerres et les ingérences étrangères extrêmes ont érodé les capacités des États, comme en Syrie, en Libye, au Yémen et, dans une moindre mesure, en Égypte. Parallèlement, un nombre croissant d'acteurs non étatiques armés défient le monopole des États sur la violence et le contrôle territorial. L'affaiblissement de plusieurs États de la région a eu de profondes conséquences sur la forme de l'ordre régional. L'interaction entre le niveau national et le niveau régional de la politique s'est intensifiée et la guerre froide arabe qui a marqué les années 1950 et 1960 a été réarticulée. Dans le même ordre d'idées, l'affaiblissement et la perméabilité croissante de plusieurs États de la région ont permis aux acteurs nationaux de s'aligner plus facilement sur les acteurs extérieurs et d'obtenir un soutien extérieur. Parallèlement, les puissances régionales ont plus de facilité à essayer de saper leurs rivaux régionaux en soutenant des clients locaux dans des États faibles, augmentant ainsi leur pouvoir matériel et idéologique.

De même, en ce qui concerne le lien entre la politique intérieure et la politique régionale, depuis les soulèvements arabes on assiste à une résurgence significative de la gouvernance autoritaire dans la région, souvent sous la forme d'une résistance et d'une montée de l'autoritarisme. Un sentiment plus aigu de vulnérabilité du régime – y compris dans des États relativement forts comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie – est venu brouiller davantage la frontière entre politique intérieure et politique régionale. Les menaces perçues pour la survie du régime entraînent souvent des politiques étrangères erratiques et interventionnistes, ainsi que des alliances toujours changeantes. Un instrument notable utilisé par les régimes arabes pour assurer leur survie, détourner les demandes de changement et accroître leur pouvoir a été l'accentuation des divisions sectaristes. Si le sectarisme est loin d'être un phénomène nouveau dans la région, les soulèvements arabes l'ont encore amplifié et approfondi. Les entrepreneurs politiques et les dirigeants politiques ont ainsi manipulé les craintes d'exclusion politique et utilisé le sectarisme pour discréditer leurs opposants politiques nationaux et leurs rivaux régionaux. Les identités sectaires sont de plus en plus sécurisées, ce qui implique que ces identités sont présentées comme étant menacées, légitimant ainsi l'utilisation de moyens exceptionnels, tels que la violence et la répression.

Si l'on s'attache aux évolutions essentiellement propres au niveau régional, lesquelles sont toutefois souvent influencées par la politique intérieure et les événements internationaux, on observe un certain nombre d'autres nouveautés importantes depuis les soulèvements arabes. Actuellement, la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est certainement une caractéristique majeure du système régional dans la région MENA. Néanmoins, si cet antagonisme précède bel et bien les soulèvements arabes, l'évolution de la situation après 2011 a conduit à une intensification de la rivalité. En outre, les soulèvements de 2011 et leurs conséquences ont aiguillonné les

ambitions et la volonté d'un certain nombre d'autres acteurs régionaux, tels que la Turquie, le Qatar et les Émirats arabes unis, d'étendre leur pouvoir matériel et idéologique dans la région. D'autres acteurs régionaux, notamment les États déchirés par la guerre de Syrie et de Libye et, dans une moindre mesure, l'Égypte, ont perdu de leur influence après 2011. Ainsi, plutôt que d'évoluer vers une bipolarité irano-saoudienne, le système MENA est encore marqué par un ordre multipolaire, dans lequel la multipolarité de la région est fragmentée et axée sur la concurrence.

Parallèlement, la région a été marquée depuis 2011 par un changement considérable de ses dynamiques d'amitié et d'hostilité. Trois lignes de faille majeures se chevauchent et ont pris le dessus. La première sépare les tenants d'une normalisation progressive des relations avec Israël et leurs opposants. Le conflit israélo-arabe en général et la question palestinienne en particulier ont perdu de leur importance pour les États et les gouvernements de la région MENA. Le rapprochement entre Israël et les États du Golfe, favorisé par une hostilité partagée à l'égard de l'Iran, est devenu l'une des caractéristiques essentielles du paysage géopolitique post-2011. Le deuxième clivage concerne la sécurisation des identités ethno-sectaires. C'est précisément parce que les règles arabes et les identités panarabes ont perdu la plupart de leur attrait transnational et de leur capacité de mobilisation que les référents sectaristes comblent ce vide, tandis que les acteurs étatiques et infra-étatiques recourent volontairement aux identités sectaires dans leurs interventions rivales et leurs jeux de pouvoir régionaux. La troisième ligne de faille oppose les partisans du changement politique aux défenseurs du statu quo. Ce clivage est également lié à la question des Frères musulmans : doivent-ils être acceptés en tant qu'acteurs politiques nationaux et régionaux ou doivent-ils être éradiqués ? Si ce choc idéologique n'est pas sans rappeler la confrontation entre partisans du statu quo et les pouvoirs révisionnistes d'il y a un demi-siècle, on observe néanmoins des changements intéressants depuis 2011. Par exemple, l'Iran autrefois révolutionnaire soutient désormais le statu quo et les institutions conservatrices, telles que l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'État. Ces clivages imbriqués vont de pair avec l'évolution des perceptions de ce qui constitue une menace ou de qui la représente, ce qui entraîne la prolifération d'alliances liquides, qui sont instables, mutables et limitées à des questions uniques. L'éclatement de conflits régionaux simultanés et croisés a accru le sentiment de manque de fiabilité des alliés traditionnels et suscité des attitudes péremptoires et souvent agressives envers rivaux et amis.

Le déplacement notable du centre de gravité de la région MENA est une autre des transformations survenues au niveau régional après 2011. En effet, le Golfe a remplacé le Machrek/Levant comme principal centre géopolitique, tandis que le Maghreb, mais aussi d'autres parties du Moyen-Orient, se sont tournés vers l'Afrique en termes de participation politique croissante sur ce continent.

Enfin, à l'intersection de la politique internationale et des dynamiques régionales, le rôle des États-Unis dans la région et l'émergence de nouvelles puissances mondiales affichent d'importants changements. L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et ses conséquences catastrophiques, le retrait des États-Unis de la région et la volonté de la Russie de combler le vide du pouvoir en Syrie (et au-delà), ainsi que l'influence économique croissante de la Chine dans la région MENA ont créé une nouvelle réalité dans laquelle les États-Unis ne sont qu'un acteur mondial parmi d'autres. Si le déclin de l'influence de Washington dans la région précède les soulèvements arabes, le nouveau rôle de la Russie est lié aux conséquences des soulèvements arabes, notamment de

la guerre civile en Syrie. Parallèlement, les alliés traditionnels des États-Unis dans la région ont diversifié leurs relations avec les puissances mondiales et sont disposés à renforcer leurs liens avec Moscou et Pékin. Nombre de ces États, dont l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël, ont réussi à monter les puissances extérieures les unes contre les autres, obtenant ainsi concessions et moyens de pression. Les gouvernements de la région MENA ont ainsi accru leur autonomie et leur marge de manœuvre. La dynamique du « lion et du moucheron » a également été à l'œuvre, les puissances mondiales s'appropriant sans discernement les perceptions de leurs alliés régionaux en matière de sécurité.

Un certain nombre de conclusions peuvent être tirées de notre analyse. Premièrement, le lien entre le niveau national et le niveau régional a clairement gagné en importance pour ce qui est d'expliquer le changement intervenu dans la région MENA. Le système étatique du Moyen-Orient semble encore relativement stable, et la politique internationale et l'évolution de la dynamique du pouvoir au niveau mondial influencent évidemment la région. Cependant, l'altération des relations entre l'État et la société, conjuguée à une dynamique régionale largement autonome, a eu un impact considérable sur l'ordre régional de la région MENA. En d'autres termes, ce sont surtout des facteurs endogènes qui expliquent les transformations auxquelles on assiste actuellement dans la région MENA.

Deuxièmement, bon nombre des transformations évaluées dans le présent rapport font apparaître un potentiel de conflit accru et une hausse de la fragmentation dans la région. L'insécurité croissante des régimes et leur souci de survie ont favorisé des politiques étrangères imprévisibles et interventionnistes, empêchant l'émergence d'un ordre régional pacifique. L'alarmisme et la dynamique de la sécurisation sectariste, une fois déclenchés, créent des faits sociaux concrets qui sont difficiles à faire reculer, comme nous l'avons vu en Irak et en Syrie. La sécurisation des identités peut aussi déclencher de nouveaux conflits, car elle entraîne la peur et la victimisation, qui peuvent facilement être exploitées par la suite. En outre, si la région MENA a acquis une plus grande autonomie, l'ordre multipolaire hautement sécurisé et les coalitions sans cesse changeantes entre les différents conflits et zones d'enjeux causent une grande incertitude et une forte fragmentation. Les malentendus et la méfiance sont devenus monnaie courante, la médiation et la désescalade devenant d'autant plus difficiles. Le niveau élevé de militarisation de la région n'aide évidemment pas beaucoup. L'absence de « chefs d'orchestre » régionaux, qu'ils prennent la forme de puissances régionales hégémoniques ou d'organisations régionales efficaces, compromet des négociations vitales et la résolution des conflits. Paradoxalement, c'est là, du moins en partie, le triste résultat des décennies précédentes de perméations mondiales et de conceptions impérialistes.

Troisièmement, les changements qui ont marqué la région MENA après les soulèvements arabes empêchent (ou, plutôt, continuent d'empêcher) toute conception claire et précise de la politique régionale. Les alliances sont liquides et changeantes. Les principaux clivages qui définissent aujourd'hui la région se chevauchent et se recoupent, dressant souvent les uns contre les autres des États de différents bords au sujet de questions différentes. La rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite est une caractéristique importante, mais elle ne se traduit pas par une nouvelle bipolarité qui viendrait marquer le système régional. Au contraire, la région se caractérise par une multipolarité fragmentée, un certain nombre de puissances régionales ayant sensiblement accru

leur influence et leur position dans la région MENA. De même, l'antagonisme sectariste n'est pas un fait acquis mais plutôt le produit d'une construction sociale. Et les puissances régionales ne suivent pas aveuglément les préférences de leurs alliés mondiaux, la dynamique du « lion et du moucheron » étant très répandue. Dans le même ordre d'idées, on peut dire qu'expliquer la politique régionale par la notion d'antagonisme sunnite/chiite est une approche trop réductrice, qui ne fait que renforcer une compréhension orientaliste du Moyen-Orient. Des interprétations trop simplistes de la région peuvent même conduire à des orientations politiques dangereuses, telles que le morcellement des États selon des lignes ethno-sectaires ou le soutien des pratiques répressives des gouvernements autocratiques.

Quatrièmement, depuis les soulèvements arabes, le fossé entre les régimes et les populations de la région MENA ne cesse de se creuser. La résilience et le renforcement de la situation de l'autoritarisme contrastent clairement avec les aspirations de nombreuses personnes au Moyen-Orient, les doléances socio-économiques qui ont poussé les gens à descendre dans la rue en 2011 n'ayant pas non plus été prises en compte. De même, la sécurisation des identités ethniques et religieuses crée un antagonisme et des sociétés craintives, ce qui contrevient aux notions de droits individuels, de citoyenneté et d'inclusivité. Le fossé qui ne cesse de se creuser entre de nombreux régimes de la région MENA et leurs populations est également visible dans l'importance que les populations arabes continuent à accorder à la question palestinienne, en fort contraste avec leurs dirigeants. La légitimité, déjà contestée, de nombreux dirigeants du Moyen-Orient s'en voit donc encore affaiblie.

Enfin, la région MENA est toujours marquée par les caractéristiques fondamentales qui caractérisent l'ordre régional depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Elle a favorisé l'antagonisme croissant entre l'Arabie saoudite et l'Iran, le pouvoir du sectarisme, l'influence croissante des acteurs non étatiques, le retrait des États-Unis de la région, la fragmentation croissante du système étatique arabe et l'émergence de nouveaux acteurs régionaux (tels que les ÉAU et le Qatar). La région reste centrée sur l'État : au Moyen-Orient, le système westphalien de l'État est en grande partie intact, du moins au niveau systémique. Certes, les conséquences des soulèvements arabes ont suscité un certain nombre de phénomènes, tels que la montée en puissance des puissances régionales existantes (principalement l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie et Israël), l'implication d'une nouvelle puissance mondiale – à savoir la Russie –, une nouvelle configuration du statu quo face aux puissances révisionnistes et révolutionnaires et un déplacement du centre de gravité de la région vers le Golfe. Mais on peut se demander si ces tendances sont des marqueurs d'un nouvel ordre régional. De même, la structure de l'ordre régional, qui définit ce qui constitue un acteur légitime et établit les paramètres d'une action légitime de l'État, reste aussi contestée qu'elle l'était auparavant. Il ne semble pas y avoir eu de changement majeur.

Ainsi, bien qu'un *changement de l'ordre régional* ne semble pas s'être produit après les soulèvements arabes, un certain nombre de nouveautés survenues dans la région MENA après 2011 peuvent être considérées comme des *changements significatifs au sein de l'ordre régional*. Ces transformations ont affecté des institutions clé et des régimes spécifiques, lesquels structuraient les relations entre les pays de la région MENA depuis des décennies et constituaient donc la base d'attentes raisonnables. Ces régimes et pratiques modifiés dans la région MENA comprennent



l'affaiblissement de la souveraineté nationale de certains États (d'où un affaiblissement constant de la légitimité nationale et de la portée territoriale de l'autorité de l'État) et le rôle croissant d'acteurs non étatiques qui défient le principe et la pratique de la souveraineté de l'État. La baisse de l'importance accordée au conflit arabo-israélien et de l'application de la règle de l'unité arabe, ainsi que la prédominance d'alliances changeantes et de plus en plus fluides, entrent également dans le cadre de régimes et de pratiques modifiés après 2011. À long terme, ces transformations amorphes pourraient bien conduire au remplacement d'un certain nombre d'institutions clés et même à un changement de la structure constitutionnelle de la région. Conformément à l'épigraphe d'Antonio Gramsci qui ouvre notre rapport, nous concluons donc que dans le sillage des soulèvements arabes, la région MENA est entrée dans une période où l'ordre existant est de plus en plus contesté et où un autre ordre est encore à définir.

## RÉFÉRENCES

Aarts, Paul (1999), « The Middle East: A Region without Regionalism or the End of Exceptionalism? », dans *Third World Quarterly*, vol. 20, n° 5 (octobre), p. 911-925

Abboud, Samer N. (2016), *Syria*, Cambridge/Malden, Polity Press

Abdo, Geneive (2017), *The New Sectarianism. The Arab Uprisings and the Rebirth of the Shi'a-Sunni Divide*, Oxford, Oxford University Press

Ajami, Fouad (1998), *The Dream Palace of the Arabs. A Generation's Odyssey*, New York, Pantheon Books

Alagappa, Muthiah (2003), « The Study of International Order: An Analytical Framework », dans Muthiah Alagappa, éd., *Asian Security Order. Instrumental and Normative Features*, Stanford, Stanford University Press, p. 33-69

Al-Istrabadi, Feisal (2018), « Regional Constraints on the U.S. Confrontation of ISIS », dans Feisal al-Istrabadi and Sumit Ganguly, éd., *The Future of ISIS. Regional and International Implications*, Washington, Brookings Institution Press, p. 173-197, <https://www.jstor.org/stable/10.7864/j.ctt1zctt19.11>

Al-Rasheed, Madawi (2017), « Sectarianism as Counter-Revolution: Saudi Responses to the Arab Spring », dans Nader Hashemi et Danny Postel, éd. (2017), *Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East*, London, Hurst, p. 143-158

Ayub, Fatima, éd. (2013), « The Gulf and Sectarianism », dans *Gulf Analysis*, novembre, [http://www.ecfr.eu/publications/summary/the\\_gulf\\_and\\_sectarianism217](http://www.ecfr.eu/publications/summary/the_gulf_and_sectarianism217)

Aziza, Sarah (2019), « The Saudi Government's Global Campaign to Silence Its Critics », dans *The New Yorker*, 15 janvier, <http://nyer.cm/BBagA00>

Barnard, Anne, David M. Halbfinger et Peter Baker (2017), « Talk of a Peace Plan That Snubs Palestinians Roils Middle East », dans *The New York Times*, 3 décembre, <https://nyti.ms/2B1K0e3>

Barnett, Michael N. (1995), « Sovereignty, Nationalism, and Regional Order in the Arab States System », dans *International Organization*, vol. 49, n° 3 (été), p. 479-510

Barnett, Michael N. (1998), *Dialogues in Arab Politics. Negotiations in Regional Order*, New York, Columbia University Press

Beck, Martin (2015), « The End of Regional Middle Eastern Exceptionalism? The Arab League and the Gulf Cooperation Council after the Arab Uprisings », dans *Democracy and Security*, vol. 11, n° 2, p. 190-207

- Bilgin, Pinar (2004), « Whose “Middle East”? Geopolitical Inventions and Practices of Security », in *International Relations*, vol. 18, n° 1, p. 25-41
- Bilgin, Pinar (2015), « Region, Security, Regional Security: ‘Whose Middle East?’ Revisited », dans Elizabeth Monier, éd., *Regional Insecurity after the Arab Uprisings. Narratives of Security and Threat*, Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, p. 19-39
- Bøås, Morten et Kathleen M. Jennings (2007), « ‘Failed States’ and ‘State Failure’: Threats or Opportunities? », dans *Globalizations*, vol. 4, n° 4, 475-485
- Boserup, Rasmus Alenius et Silvia Colombo (2017), « Hybridization of Domestic Order-Making in the Contemporary MENA Region », dans *MENARA Methodology and Concept Papers*, n° 6 (décembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1093>
- Brown, L. Carl (1984), *International Politics and the Middle East. Old Rules, Dangerous Game*, Princeton, Princeton University Press
- Buzan, Barry (2014), *An Introduction to the English School of International Relations. The Societal Approach*, Cambridge/Malden, Polity
- Buzan, Barry et Ana Gonzalez-Pelaez, éd. (2009), *International Society and the Middle East. English School Theory at the Regional Level*, Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan
- Buzan, Barry et Ole Wæver (2003), *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge, Cambridge University Press
- Call, Charles T. (2010), « Beyond the ‘Failed State’: Toward Conceptual Alternatives », dans *European Journal of International Relations*, vol. 17, n° 2, p. 303-326
- Cherif, Youssef (2017), « Les relations indécises de la Tunisie avec les pays du Golfe », dans *Orient XXI*, 17 avril, <https://orientxxi.info/magazine/les-relations-balbutiantes-de-la-tunisie-avec-le-golfe,1810>
- Collombier, Virginie et al. (2018), « Armed Conflicts and the Erosion of the State: The Cases of Iraq, Libya, Yemen and Syria », dans *MENARA Working Papers*, n° 22 (novembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1323>
- Corm, Georges G. (1988), *Fragmentation of the Middle East. The Last Thirty Years*, Londres, Hutchinson
- Dalay, Galip (2017), « Break-up of the Middle East: Will We See a New Regional Order? », dans *Middle East Eye*, 22 août, <https://www.middleeasteye.net/node/65572>

Darwich, May et Tamirace Fakhoury (2016), « Casting the Other as an Existential Threat: The Securitisation of Sectarianism in the International Relations of the Syria Crisis », dans *Global Discourse*, vol. 6, n° 4, p. 712-732

Dawisha, Adeed (2003), *Arab Nationalism in the Twentieth Century. From Triumph to Despair*, Princeton, Princeton University Press

Dazi-Héni, Fatiha (2016), « Peut-on parler d'un nouvel ordre régional sous l'impulsion des pays du Golfe depuis les printemps arabes? », dans *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2016*, p. 258-261, <https://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania-fr/sumaris/iemed-mediterranean-yearbook-2016>

Del Sarto, Raffaella A. (2017a), « Contentious Borders in the Middle East and North Africa: Context and Concepts », dans *International Affairs*, vol. 93, n° 4 (juillet), p. 767-787, <https://doi.org/10.1093/ia/iix070>

Del Sarto, Raffaella A. (2017b), *Israel under Siege. The Politics of Insecurity and the Rise of the Israeli Neo-Revisionist Right*, Washington, Georgetown University Press

Del Sarto, Raffaella A. (2018), *Identity and Insecurity: The Rise of Ethno-Religious Politics in Israel and the Broader Middle East*, communication présentée lors de l'Annual Conference of the British Society of Middle East Studies (BRISMES), Londres, juin

Del Sarto, Raffaella A. (2019), « Insecurity, Identity Politics, and the Restructuring of the Middle East », dans *POMEPS Studies*, n° 34, à paraître

Del Sarto, Raffaella A. et Asli S. Okay (2017), « After Mosul, Are Borders and State Sovereignty Still an Issue in the Middle East? », dans *OUPblog*, 17 septembre, <https://blog.oup.com/?p=133577>

Del Sarto, Raffaella A. et Eduard Soler i Lecha (2018), « The Mirage of Regionalism in the Middle East and North Africa post-2011 », dans *MENARA Working Papers*, n° 18 (octobre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1296>

Dodge, Toby (2014), « Can Iraq Be Saved? », dans *Survival*, vol. 56, n° 5 (octobre-novembre), p. 7-20, <https://doi.org/10.1080/00396338.2014.962795>

Ehteshami, Anoushiravan et Raymond A. Hinnebusch (1997), *Syria and Iran. Middle Powers in a Penetrated Regional System*, London, Routledge

El-Doufani, Mohamed M. (1992), « Regional Revisionist Client States under Unipolarity », dans *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 2, p. 255-265

Emmons, Alex, Ryan Grim et Clayton Swisher (2018), « Saudi Crown Prince Boasted That Jared Kushner Was in His Pocket », dans *The Intercept*, 21 mars, <https://interc.pt/2DKsRQK>

Fawcett, Louise (2011), « Regional Leadership? Understanding Power and Transformation in the Middle East », dans Nadine Godehardt and Dirk Nabers, éd., *Regional Powers and Regional Orders*, Londres/New York, Routledge, p. 155-172

Fawcett, Louise (2013), « Alliances and Regionalism in the Middle East », dans Louise Fawcett, éd., *International Relations of the Middle East*, 3e éd., Oxford, Oxford University Press, p. 185-204

Fawcett, Louise (2017), « States and Sovereignty in the Middle East: Myths and Realities », dans *International Affairs*, vol. 93, n° 4 (juillet), p. 789-807, <https://doi.org/10.1093/ia/iix122>

Ferabolli, Silvia (2015), *Arab Regionalism. A Post-Structural Perspective*, New York, Routledge

Gause, F. Gregory III (2003), « Balancing What? Threat Perception and Alliance Choice In The Gulf », dans *Security Studies*, vol. 13, n° 2, p. 273-305

Gause, F. Gregory III (2014), « Beyond Sectarianism: The New Middle East Cold War », dans *Brookings Doha Center Analysis Papers*, n° 11 (juillet), <http://brook.gs/2bl1yS3>

Gause, F. Gregory III (2017), « Ideologies, Alignments and Underbalancing in the New Middle East Cold War », dans *PS: Political Science and Politics*, vol. 50, n° 3 (juillet), p. 672-675, <https://doi.org/10.1017/S1049096517000373>

Goldberg, Jeffrey (2018), « Saudi Crown Prince: Iran's Supreme Leader "Makes Hitler Look Good" », in *The Atlantic*, 2 avril, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/04/mohammed-bin-salman-iran-israel/557036/>

Gramsci, Antonio (1996), *Cahiers de prison. Tome I : Cahiers 1, 2, 3, 4 et 5*, traduit de l'italien par Monique Aymard et Françoise Bouillot, Paris, Gallimard

Haas, Mark. L. (2014), « Ideological Polarity and Balancing in Great Power Politics », dans *Security Studies*, vol. 23, n° 4, p. 715-753

Haddad, Fanar (2011), *Sectarianism in Iraq. Antagonistic Visions of Unity*, London, Hurst

Halliday, Fred (1987), « Gorbachev and the "Arab Syndrome": Soviet Policy in the Middle East », dans *World Policy Journal*, vol. 4, n° 3 (été), p. 415-442

Halliday, Fred (2005), *The Middle East in International Relations. Power, Politics and Ideology*, Cambridge, Cambridge University Press

Harders, Cilja et Matteo Legrenzi, éd. (2008), *Beyond Regionalism? Regional Cooperation, Regionalism and Regionalization in the Middle East*, Aldershot, Ashgate

Harwood, Anthony (2018), « GCC Crisis: What's Behind Trump's Volte-face on Qatar », dans *The New Arab*, 19 janvier, <https://www.alaraby.co.uk/english/comment/2018/1/19/gcc-crisis-whats->

behind-trumps-volte-face-on-qatar

Hashemi, Nader et Danny Postel (2017), « Introduction: The Sectarianization Thesis », dans Nader Hashemi et Danny Postel, éd. (2017), *Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East*, Londres, Hurst, p. 1-22

Hazbun, Waleed (2018), « Regional Powers and the Production of Insecurity in the Middle East », dans *MENARA Working Papers*, n° 11 (septembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1261>

Henderson, Simon (2017), « From Bahrain to Jerusalem », dans *Foreign Policy*, 13 décembre, <http://atfp.co/2ynaZIX>

Hernando de Larramendi, Miguel (2018), « Doomed Regionalism in a Redrawn Maghreb? The Changing Shape of the Rivalry between Algeria and Morocco in the Post-2011 Era », dans *The Journal of North African Studies*, 23 mars, DOI: 10.1080/13629387.2018.1454657

Heydemann, Steven (2007), « Upgrading Authoritarianism in the Arab World », dans *Brookings Saban Center Analysis Papers*, n° 13 (octobre), <http://brook.gs/2bYJ76i>

Hiltermann, Joost (2017), « Tackling the MENA Region's Intersecting Conflicts », dans *ICG Commentaries*, 22 décembre, <https://www.crisisgroup.org/node/5985>

Hinnebusch, Raymond (2003), *The International Politics of the Middle East*, Manchester, Manchester University Press

Hinnebusch, Raymond (2014), « The Middle East Regional System », dans Raymond Hinnebusch et Anoushiravan Ehteshami, éd., *The Foreign Policies of Middle East States*, 2e éd., Boulder, Lynne Rienner, p. 35-72

Hinnebusch, Raymond (2016), « The Sectarian Revolution in the Middle East », dans *R/evolutions: Global Trends & Regional Issues*, vol. 4, n° 1, p. 120-152, <http://revjournal.org/hinnebusch-the-sectarian-revolution-in-the-middle-east>

Hudson, Michael C. (1992), « The Middle East under Pax Americana: How New, How Orderly », dans *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 2, p. 301-316

Hudson, Michael C. (1996), « To Play the Hegemon: Fifty Years of US Policy toward the Middle East », dans *The Middle East Journal*, vol. 50, n° 3 (été), p. 329-343

Human Rights Watch (2019), *Egypt: Little Truth in Al-Sisi's '60 Minutes' Responses*, 7 janvier, <https://www.hrw.org/node/325806>

Hurrel, Andrew (2016), « Regional Powers and the Global System from a Historical Perspective », dans Daniel Flesmes, éd., *Regional Leadership in the Global System: Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers*, Farnham/Burlington, Ashgate, p. 15-27



Hüsken, Thomas (2017), « The Practice and Culture of Smuggling in the Borderland of Egypt and Libya », dans *International Affairs*, vol. 93, n° 4 (juillet), p. 897-915, <https://www.chathamhouse.org/node/30447>

Jankowski, James (1997), « Arab Nationalism in “Nasserism” and Egyptian State Policy, 1952-1958 », dans James Jankowski et Israel Gershoni, éd., *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York, Columbia University Press, p. 150-168

Jankowski, James et Israel Gershoni, éd. (1997), *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York, Columbia University Press

Kamel, Lorenzo et al. (2016), « The Past: Terminology, Concepts and Historical Junctures », dans Eduard Soler i Lecha et al., éd., « Re-Conceptualizing Orders in the MENA Region: The Analytical Framework of the MENARA Project », dans *MENARA Methodology and Concept Papers*, n° 1 (novembre), p. 7-32, <http://www.menaraproject.eu/?p=776>

Karsh, Efraim (1997), « Cold War, Post Cold War: Does It Make a Difference for the Middle East? », dans *Review of International Studies*, vol. 23, n° 3 (juillet), p. 271-291

Katzir, Itamar (2018), « Israel’s Anthem Plays in Abu Dhabi for First Time as Judoka Wins Gold », dans *Haaretz*, 28 octobre, <https://www.haaretz.com/israel-news/1.6600967>

Kausch, Kristina (2014), « Competitive Multipolarity in the Middle East », dans *IAI Working Papers*, n° 14|10 (septembre), <https://www.iai.it/en/node/2358>

Kerr, Malcolm H. (1971), *The Arab Cold War. Gamal ‘abd Al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, 3e éd., Londres/New York, Oxford University Press

Kerr, Malcolm H. et El Sayed Yassin, éd. (1982), *Rich and Poor States in the Middle East. Egypt and the New Arab Order*, Boulder, Westview Press

Khouri, Rami G. (2018), « The Implications of the Syrian War for New Regional Orders in the Middle East », dans *MENARA Working Papers*, n° 12 (septembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1271>

Khoury, Nabeel A. (2013), « The Arab Cold War Revisited: The Regional Impact of the Arab Uprising », dans *Middle East Policy*, vol. 20, n° 2 (été), p. 73-87

Kirkpatrick, David D. (2019), « Egypt Tried to Block Broadcast of CBS Interview with President Sisi », dans *The New York Times*, 4 janvier, <https://nyti.ms/2GTx9fG>

Korany, Bahgat (2013), « The Middle East since the Cold War », dans Louise Fawcett, éd., *International Relations of the Middle East*, 3e éd., Oxford, Oxford University Press, p. 77-100

Lake, David A. (2009), « Regional Hierarchy: Authority and Local International Order », dans *Review of International Studies*, vol. 35, numéro spécial (février), p. 35-58

Lake, David A. et Patrick M. Morgan, éd. (1997), *Regional Orders. Building Security in a New World*, University Park, Pennsylvania State University Press

Legrenzi, Matteo (2015), « New Dimensions of Security and Regionalism in the Middle East », dans POMEPS, « International Relations Theory and a Changing Middle East », dans *POMEPS Studies*, n° 16 (17 septembre), p. 27-31, <https://pomeps.org/?p=7047>

Leifer, Michael (2005), *Selected Works on Southeast Asia*, publié par Kin Wah Chin et Leo Suryadinata, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies

Lounnas, Djallil et Nizar Messari (2018), « Algeria-Morocco Relations and their Impact on the Maghrebi Regional System », dans *MENARA Working Papers*, n° 20 (octobre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1317>

Lustick, Ian S. (1997), « The Absence of Middle Eastern Great Powers: Political 'Backwardness' in Historical Perspective », dans *International Organization*, vol. 51, n° 4 (automne), p. 653-683

Lynch, Marc (2006), « Power Ploy », dans *The American Prospect*, 20 juillet, <https://prospect.org/node/145562>

Lynch, Marc (2016), *The New Arab Wars. Uprisings and Anarchy in the Middle East*, New York, PublicAffairs

Lynch, Marc (2018), « The New Arab Order », dans *Foreign Affairs*, vol. 97, n° 5 (septembre/octobre), p. 116-126

Makdisi, Karim (2017), « Intervention and the Arab Uprisings: From Transformation to Maintenance of Regional Order », dans Rasmus Alenius Boserup et al., éd., *New Conflict Dynamics. Between Regional Autonomy and Intervention in the Middle East and North Africa*, Copenhagen, Dansk Institut for International Studier, p. 93-107, <https://www.diis.dk/en/node/7186>

Makdisi, Karim (2018), « Palestine and the Arab-Israeli Conflict: 100 Years of Regional Relevance and International Failure », dans *MENARA Working Papers*, n° 27 (décembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1383>

Makdisi, Karim et al. (2017), « Regional Order from the Outside In: External Intervention, Regional Actors, Conflicts and Agenda in the MENA Region », dans *MENARA Methodology and Concept Papers*, n° 5 (novembre), <http://www.menaraproject.eu/?p=1078>

Malmvig, Helle (2013), « Ambiguous Endings. Middle East Regional Security in the Wake of the Arab Uprisings and the Syrian Civil War », dans *DIIS Reports*, n° 2013/23, <https://www.diis.dk/en/node/1755>

Malmvig, Helle (2014), « Power, Identity and Securitization in the Middle East: Regional Order after the Arab Uprisings », dans *Mediterranean Politics*, vol. 19, n° 1 (mars), p. 145-148

Malmvig, Helle (2016a), « Coming In from the Cold: How We May Take Sectarian Identity Politics Seriously in the Middle East Without Playing to the Tunes of Regional Power Elites », dans POMEPS, « The Gulf's Escalating Sectarianism », dans *POMEPS Briefings*, n° 28 (5 janvier), p. 8-12, <https://pomeps.org/?p=7295>

Malmvig, Helle (2016b), « Eyes Wide Shut: Power and Creative Visual Counter-Conducts in the Battle for Syria, 2011-2014 », dans *Global Society*, vol. 30, n° 2, p. 258-278

Malmvig, Helle (2017a), « Mosaics of Power. Fragmentation of the Syrian State since 2011 », dans *DIIS Reports*, n° 2018:04 (août), <https://www.diis.dk/en/node/14336>

Malmvig, Helle (2017b), « Wars within Wars: Regional Actors' Involvement in the Battle for Syria », dans Rasmus Alenius Boserup et al., éd., *New Conflict Dynamics. Between Regional Autonomy and Intervention in the Middle East and North Africa*, Copenhagen, Danish Institute for International Studies, p. 67-78, <https://www.diis.dk/en/node/7186>

Malmvig, Helle (2018), « Does the Middle East Still Play to the Tunes of Global Powers? », dans *Al Jazeera Centre for Studies Reports*, 9 octobre, <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2018/10/middle-east-play-tunes-global-powers-181009084522041.html>

Malmvig, Helle (2019), « Allow Me This Time to Speak as a Shi'i: The Sectarian Taboo, Securitization and Identity Politics in Hezbollah's Legitimations of Its War in Syria », à paraître

Malmvig, Helle, Jordi Quero et Eduard Soler i Lecha (2016), « The Contemporary Regional Order », dans Eduard Soler i Lecha et al., éd., « Re-Conceptualizing Orders in the MENA Region: The Analytical Framework of the MENARA Project », dans *MENARA Methodology and Concept Papers*, n° 1 (novembre), p. 33-55, <http://www.menaraproject.eu/?p=776>

Mann, Michael (1988), *States, War, and Capitalism. Studies in Political Sociology*, Oxford/New York, Blackwell

Maté, Aaron (2018), « As Netanyahu Brags of Killing Iran Deal, Where's The Outcry? », dans *The Real News*, 23 juillet 2018, <https://therealnews.com/?p=178032>

Matthiesen, Toby (2017), « Sectarianization as Securitization: Identity Politics and Counter-Revolution in Bahrain », dans Nader Hashemi and Danny Postel, éd., *Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East*, London, Hurst, p. 199-214

Miller, Andrew (2018), « Trump Blinks, and Egypt's Sisi Wins », dans *Foreign Policy*, 10 août, <http://bit.ly/2ntmBHf>

Moore-Gilbert, Kylie (2016), « Sectarian Divide and Rule in Bahrain: A Self-Fulfilling Prophecy? », dans *MEI Articles*, 19 janvier, <https://www.mei.edu/publications/sectarian-divide-and-rule-bahrain-self-fulfilling-prophecy>

Muasher, Marwan (2012), « A League of Their Own », dans *Foreign Policy*, 11 janvier, <https://wp.me/p40s1y-iCb>

Nasr, Vali (2007), *The Shia Revival. How Conflicts within Islam Will Shape the Future*, New York, W.W. Norton

Noble, Paul (2008), « From Arab System to Middle Eastern System? Regional Pressures and Constraints », dans Bahgat Korany et Ali E. Hillal Dessouki, éd., *The Foreign Policies of Arab States. The Challenge of Globalization*, 3e éd., Cairo, American University Press, p. 67-167

Nolte, Detlef (2010), « How to Compare Regional Powers: Analytical Concepts and Research Topics », dans *Review of International Studies*, vol. 36, n° 4 (octobre), p. 881-901, [https://www.giga-hamburg.de/sites/default/files/publications/how\\_to\\_compare.pdf](https://www.giga-hamburg.de/sites/default/files/publications/how_to_compare.pdf)

Önis, Ziya et Mustafa Kutlay (2013), « Rising Powers in a Changing Global Order: The political Economy of Turkey in the Age of BRICS », dans *Third World Quarterly*, vol. 34, n° 8, p. 1409-1426

Organski, A.F.K. (1958), *World Politics*, New York, Alfred A. Knopf

Owen, Roger (2000), *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, 2e éd., Londres/New York, Routledge

Phillips, Christopher (2015), « Sectarianism and Conflict in Syria », dans *Third World Quarterly*, Vol 36, n° 2, p. 357-376

Phillips, Christopher et Morten Valbjørn (2018), « "What Is in a Name?" The Role of (Different) Identities in the Multiple Proxy Wars in Syria », dans *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29, n° 3, p. 414-433

POMEPS–Project on Middle East Political Science (2015), « International Relations Theory and a Changing Middle East », dans *POMEPS Studies*, n° 16 (17 septembre), <https://pomeps.org/?p=7047>

Póti, László (2018), « Russian Policies towards the MENA Region », dans *MENARA Working Papers*, n° 9 (juillet), <http://www.menaraproject.eu/?p=1237>

Quero, Jordi (2019), « China's Impact on the Middle East and North Africa's Regional Order: Unfolding Regional Effects of Beijing's Challenge to the Global Order », à paraître

Quero, Jordi et Andrea Dessì (2019), « Unpredictability in US Foreign Policy and the Regional Order in the Middle East: Reacting vis-à-vis a Volatile External Security-Provider », dans *British Journal of Middle Eastern Studies*, 17 février, <https://doi.org/10.1080/13530194.2019.1580185>

Quero, Jordi et Eduard Soler i Lecha (2017), « Regional Order and Regional Powers in the Middle East and North Africa », dans Immaculada Szmolka, éd., *Political Change in the Middle East and North Africa. After the Arab Spring*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 257-280

Reus-Smit, Christian (1997), « The Constitutional Structure of International Society and the Nature of Fundamental Institutions », dans *International Organization*, vol. 51, n° 4 (automne), p. 555-589

Rózsa, Erzsébet N. (2013), « Geo-Strategic Consequences of the Arab Spring », dans *IEMED/EuroMeSCo Papers*, n° 19 (juin), [http://ftp.euromesco.net/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2013](http://ftp.euromesco.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2013)

Rubin, Lawrence P. (2014), *Islam in the Balance. Ideational Threats in Arab Politics*, Stanford, Stanford University Press

Ryan, Curtis R. (2009), *Inter-Arab Alliances. Regime Security and Jordanian Foreign Policy*, Gainesville, University Press of Florida

Ryan, Curtis R. (2015), « Regime Security and Shifting Alliances in the Middle East », dans POMEPS, « International Relations Theory and a Changing Middle East », dans *POMEPS Studies*, n° 16 (17 septembre), p. 42-46, <https://pomeps.org/?p=7047>

Salamandra, Christa (2004), *A New Old Damascus. Authenticity and Distinction in Urban Syria*, Bloomington, Indiana University Press

Salamandra, Christa (2013), « Sectarianism in Syria: Anthropological Reflections », dans *Middle East Critique*, vol. 22, n° 3, p. 303-306

Salem, Paul (2014), « The Middle East in 2015 and Beyond: Trends and Drivers », dans *MEI Policy Focus*, n° 2014-5 (novembre), <https://www.mei.edu/publications/middle-east-2015-and-beyond-trends-and-drivers>

Salloukh, Bassel F. (2013), « The Arab Uprisings and the Geopolitics of the Middle East », dans *The International Spectator*, vol. 48, n° 2 (juin), p. 32-46, <http://www.iai.it/en/node/867>

Salloukh, Bassel F. (2017), « Overlapping Contests and Middle East International Relations: The Return of the Weak Arab State », dans *Political Science and Politics*, vol. 50, n° 3 (juillet), p. 660-663, <https://doi.org/10.1017/S1049096517000348>

Salloukh, Bassel F. and Rex Brynen (2004), « Pondering Permeability: Some Introductory Explorations », dans Bassel F. Salloukh and Rex Brynen, éd., *Persistent Permeability? Regionalism, Localism, and Globalization in the Middle East*, Farnham/Burlington, Ashgate, p. 1-14

Sayigh, Yezid (1991), « The Gulf Crisis: Why the Arab Regional Order Failed », dans *International Affairs*, vol. 67, n° 3 (juillet), p. 487-507

Shadid, Anthony (2011), « Turkey Predicts Alliance with Egypt as Regional Anchors », dans *The New York Times*, 18 septembre, <https://nyti.ms/2V70Nyw>

Shaheen, Kareem et Patrick Wintour (2018), « Turkey Plans Syria 'Safe Zone' As Shelling of Kurdish Area Resumes », dans *The Guardian*, 22 janvier, <https://gu.com/p/8x96g>

Soler i Lecha, Eduard (2017), « Liquid Alliances in the Middle East », dans *Notes Internacionals CIDOB*, n° 169 (mars), [https://www.cidob.org/en/publications/publication\\_series/notes\\_internacionals/n1\\_169](https://www.cidob.org/en/publications/publication_series/notes_internacionals/n1_169)

Soler i Lecha, Eduard (2018), « Les rivalités du Golfe atteignent l'Afrique du Nord », dans *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2018*, p. 55-60, <https://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania-fr/sumaris/medyearbook2018>

Solingen, Etel (2007), « Pax Asiatica versus Bella Levantina: The Foundations of War and Peace in East Asia and the Middle East' », dans *American Political Science Review*, vol. 101, n° 4, p. 757-780

Solingen, Etel (2015), « Transcending Disciplinary Divide/s », dans « International Relations Theory and a Changing Middle East », dans *POMEPS Studies*, n° 16 (17 septembre), p. 52-61, <https://pomeps.org/?p=7047>

Stephen, Matthew D. (2002), « Rising Regional Powers and International Institutions: The Foreign Policy Orientations of India, Brazil and South Africa », dans *Global Society*, vol. 26, n° 3 (juillet), p. 289-309

Tessler, Mark (2009), *A History of the Israeli-Palestinian Conflict*, 2e éd., Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press

Teti, Andrea (2007), « Bridging the Gap: IR, Middle East Studies and the Disciplinary Politics of the Area Studies Controversy », dans *European Journal of International Relations*, vol. 13, n° 1, p. 117-145

Ulrichsen, Kristian Coates (2018), « The Exclusionary Turn in GCC Politics », dans *ACW Policy Analysis*, 21 août, <http://arabcenterdc.org/?p=8555>

Valbjørn, Morten (2003), « The Meeting of the Twain: Bridging the Gap between International Relations and Middle East Studies », dans *Cooperation and Conflict*, vol. 38, n° 2, p. 163-173

Valbjørn, Morten (2017), « Bringing the 'Other Islamists' Back In: Sunni and Shia Islamism(s) in a Sectarianized New Middle East », dans POMEPS, « New Analysis of Shia Politics », in *POMEPS Studies*, n° 28 (décembre), p. 52-57, <https://pomeps.org/?p=9723>

Valbjørn, Morten (2018), « Studying Sectarianism while Beating Dead Horses and Searching for Third Ways », dans *LSE Middle East Centre Blog*, 17 septembre, <https://wp.me/p3Khxv-1Mw>



Valbjørn, Morten et André Bank (2012), « The New Arab Cold War: Rediscovering the Arab Dimension of Middle East Regional Politics », dans *Review of International Studies*, vol. 38, n° 1 (janvier), p. 3-24

Wæver, Ole (1995), « Securitization and Desecuritization », dans Ronnie D. Lipschutz, éd., *On Security*, New York, Columbia University Press, p. 46-86

Walt, Stephen M. (1987), *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press

Woodward, Bob (2018), *Peur. Trump à la Maison Blanche*, Seuil

Yapp, Malcolm E. (1991), *The Near East since the First World War. A History to 1995*, Londres/New York, Longman



**Middle East and North Africa Regional Architecture: Mapping geopolitical shifts, regional order and domestic transformations (MENARA)** is a research project that aims to shed light on domestic dynamics and bottom-up perspectives in the Middle East and North Africa amid increasingly volatile and uncertain times.

**MENARA** maps the driving variables and forces behind these dynamics and poses a single all-encompassing research question: Will the geopolitical future of the region be marked by either centrifugal or centripetal dynamics or a combination of both? In answering this question, the project is articulated around three levels of analysis (domestic, regional and global) and outlines future scenarios for 2025 and 2050. Its final objective is to provide EU Member States policy makers with valuable insights.

**MENARA** is carried out by a consortium of leading research institutions in the field of international relations, identity and religion politics, history, political sociology, demography, energy, economy, military and environmental studies.



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research and Innovation programme under grant agreement No 693244. This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

